

MARGINALITÉ VOLONTAIRE OU IMPOSÉE ?

Le cas des Bakweri (KPE) du mont Cameroun ⁽¹⁾

Georges COURADE

Géographe O.R.S.T.O.M., C.E.G.E.T. (C.N.R.S.), 33405 Talence Cedex

RÉSUMÉ

Le débat géographique classique entre déterministes et possibilistes pour rendre compte du niveau de maîtrise de l'espace atteint par une population nous paraît évacuer les faits socio-politiques souvent déterminants et leur évolution dans le temps. L'étude d'une population dominée du Tiers-Monde en terme de stratégie de groupe nous a semblé plus féconde pour ce qui est du peuple bakweri. L'état de marginalité dans lequel elle s'enfonce est le résultat de son incapacité à reconquérir son espace vital spolié par le colonisateur germanique, de sauvegarder son identité profonde face aux immigrants et à un État lointain et centralisateur et de rester au pouvoir après l'avoir exercé lors de l'octroi de l'indépendance par les Britanniques.

Il convient toutefois de s'arrêter sur la démarche hésitante du groupe tant dans son comportement démographique que socio-politique pour y saisir la part de libre-arbitre non réductible. Il ne semble pas, en effet, qu'une ligne ferme ait prévalu tout le temps. Ceci expliquerait le comportement plus ou moins combatif de la population selon les époques et ses échecs répétés dans la période contemporaine au niveau économique et politique. Manque de clairvoyance, de cohésion, de continuité ou conduite volontaire d'échec? Il s'avère difficile de faire la part des choses pour l'observateur extérieur.

ABSTRACT

VOLUNTARY OR FORCED MARGINALITY? THE CASE OF THE BAKWERI POPULATION (KPE) FROM CAMEROON

It seems to us that the classical geographic debate between determinists and possibilists about the type of control exerted on space by a population do not give up the frequently decisive socio-political facts and their time evolution. It seemed to us that the study of a colonized population in the Third World as a group strategy was more productive as far as the bakweri population was concerned. Its increasing marginality results from its inability to regain its lebensraum from the German colonizer, to protect its deep identity against immigrants and a distant and centralist state and to remain in power once independence had been gained from Britain.

However, it is advisable to study the wavering demographic and socio-political behaviour of the group in order to understand the influence of the non-reducible free will. As a matter of fact, it does not seem that a hard line was prevailing on a permanent basis, which would account for the more or less combative behaviour of the population according to the periods and its repeated economic and political failures in the recent period. Does it result from a lack of perspicacity, cohesion, continuity or a voluntary failure? It is difficult for the outer observer to take circumstances into account.

(1) Étude réalisée dans le cadre des accords conclus entre la D.G.R.S.T. du Cameroun et l'O.R.S.T.O.M. au Centre Géographique National. Institut des Sciences Humaines, B.P. 157, Yaoundé, Cameroun.

Études de terrain achevées le 1^{er} septembre 1979. Rédaction achevée en mars 1980.

PRÉAMBULE

Avant d'entamer notre analyse, il est bon de s'arrêter sur la notion de marginalité pour en définir les contours par-delà toute la phraséologie qui l'entoure depuis une dizaine d'années, et qui reflète des attitudes, des idéologies et des réalités différentes.

Nous étudions ici une attitude collective qui n'a rien à voir avec une recherche individuelle ou de groupe découlant à la fois d'un refus d'assumer l'idéologie et la dynamique de la civilisation industrielle en même temps que la peur des conséquences de son hégémonie planétaire et de la variété possible de ses métamorphoses. Rien à voir non plus avec un retour mythique aux sources qui peut emprunter des voies diverses au niveau religieux, social ou politique pour aboutir à quelque chose qui est perçu comme une *libération*. Il s'agit, en fait, d'étudier une société dans ses relations avec le pouvoir colonial ou central dont la lutte rigoureuse s'est traduite par le maintien de cette population à l'écart, en marge : en marge sur le plan foncier, économique et socio-politique.

Nous le verrons : ce repli frileux sur soi ne semble procéder ni d'une fuite, ni d'une quête d'un quelconque paradis perdu, ni d'un refus orgueilleux de la *modernité* et de la société dite de consommation. Nous avons affaire à une *marginalité* qui ne sait pas se raconter, une forme de suicide collectif qui peut s'apparenter à celui des Indiens d'Amérique après la conquête espagnole.

Dernier point : pourquoi avoir choisi un cas exceptionnel au Cameroun pour illustrer notre propos ? Le peuple bakweri, en fait, a été un témoin privilégié, un *indicateur* remarquable de ce qu'a été l'impact colonial, la participation à l'économie commerciale et à la construction nationale dans un des États les plus éclatés d'Afrique Noire, s'étant trouvé bien malgré lui, parfois, dans les tout premiers rangs lors des drames et des déchirements qu'a connus le Cameroun anglophone depuis la conquête allemande de 1884.

Alors, faisons-nous de la géographie partielle et *tribaliste* ? Nous nous garderons bien de croire que l'étude de l'échec soit de nature à valoriser le peuple concerné dès lors qu'il a perdu ses atouts. D'autre part, il a été fait appel à diverses approches pour comprendre et situer le problème bakweri, pour lui restituer ses vraies dimensions, l'analyse historique étant privilégiée.

Un travail récent (1) sur le dynamisme bamiléké et la réussite économique de ce peuple conquérant pouvait nous servir de terme de comparaison et d'antidote par son triomphalisme. N'y a-t-il pas, en effet, quelque chose de stimulant à opposer l'insuccès à la réussite ? Rien ne prédispose ici à l'adoption d'un ton admiratif qui masque souvent des faiblesses structurelles se révélant à l'épreuve. L'analyse de la trilogie pouvoir, espace et société n'a rien de facile quel que soit le cas de figure où l'on se trouve.

Si la réussite crée un halo d'envie chez les uns, de fatuité chez les autres, l'échec appelle souvent le mépris auquel répond l'agressivité. Tout cela ne facilite guère la tâche de l'analyste. La comparaison de l'image publique des Bakweri et des Bamiléké est instructive sur ce point. L'opinion commune des membres du groupe concerné et des autres groupes se traduit par des jugements péremptaires, sans nuances et parfaitement opposés. Comment rester objectif en pareille matière ?

Introduction

Le peuple bakweri pose au scientifique une énigme par la constance avec laquelle il s'est à la fois trouvé au rendez-vous de l'histoire et par la manière dont il y a toujours raté son entrée. À l'heure actuelle d'ailleurs, il est permis de se demander s'il n'a pas épuisé toutes ses chances, s'enfonçant avec une délectation morose dans une décadence démographique qui semble se traduire par un recul, ou une absence, sur tous les plans : sociologique comme politique, économique comme culturel.

Et pourtant... Ce petit peuple de 15 à 20 000 individus accrochés aux flancs orientaux du mont Cameroun a résisté brillamment à l'envahisseur allemand et a pris la tête de la revendication nationaliste. Parqué dans de minuscules réserves sur les terres les plus ingrates, il a saisi les opportunités créées par le « boom » bananier, s'organisant en mouvement coopératif puissant et mettant en valeur de nouvelles terres. Bien que réprimé durement par l'envahisseur allemand, il a su, très tôt, tout le prix de l'éducation conçue comme levier social dans la gestation de l'État camerounais moderne, et a pu en recueillir les fruits au temps du mandat britannique. Politiquement organisé bien avant les autres populations du Cameroun anglophone, il a investi le pouvoir octroyé par les britanniques en 1954. Dans

chaque cas, l'échec a été au bout de sa route. Pourquoi cet acharnement à toujours choisir la voie sans issue, à ne pas savoir s'adapter aux changements politiques et économiques ? Pourquoi enfin, ce refus d'assurer la survie du groupe ?

Cette *introspection* va nous conduire du mythe au politique en passant par l'examen de l'ensemble des situations conflictuelles auxquelles s'est trouvé mêlée la population bakweri. Elle doit nous permettre de saisir pourquoi un peuple aussi merveilleusement avantagé par la géographie et par l'histoire s'est progressivement mis à l'écart du pouvoir, et du *développement* tel qu'il se réalise concrètement à l'heure actuelle dans le cadre de l'État camerounais issu de la *réunification* de 1961 et de l'*unification* de 1972. L'a-t-il voulu ? La *marginalité*, dans laquelle il s'enfonce, lui a-t-elle été imposée de l'extérieur ? Doit-on penser qu'il a progressivement accepté puis intégré des attitudes ou des réactions que les forces externes — tant camerounaises qu'étrangères — voulaient lui voir adopter ?

Un peuple étranger à son environnement

Pour qui parcourt les voies de communication du département du Fako, la *présence* du peuple bakweri n'est point évidente.

(1) DONGMO (J.-L.), 1978. — Le dynamisme bamiléké : essor démographique, expansion spatiale et réussite économique d'un peuple des hautes terres de l'ouest du Cameroun. Université de Paris x Nanterre, 2 vol. 1200 p. multigr. (thèse d'État).

Les villages rencontrés ressemblent, pour la plupart, à des *bidonvilles* citadins de carabotte et de tôles rouillées, dégradés par l'humidité ambiante. L'inévitable beuglant-bistrot et maison de rencontres s'impose aux yeux et aux oreilles par son néon criard et son *high life* agressif.

Si l'on sort des blocs de plantation industrielle (*estates*) d'arbres sélectionnés et soigneusement alignés, on débouche, soit sur des champs touffus où voisinent plantes des côtières (manioc, macabo, plantain) et plantes des *Grassfields* (maïs, haricots), soit sur une végétation où domine l'herbe à éléphant.



L'espace est soigneusement cloisonné, palissades en planches, haies d'hibiscus, parfois clôtures en fil de fer barbelé traduisant la crispation des rapports sociaux.

A l'évidence, la population qui vit là n'y est pas vraiment *installée* et l'enquête révèle, s'il en était besoin, l'hétérogénéité de cette population venue d'ailleurs (fig. 3).

Un peu à l'écart, au calme, souvent plus haut, on découvrira, à l'abri d'une clôture, les Kpe ou Bakweri, dans des maisons sans caractère avec véranda et cour boueuse où voisinent enfants et cochons. Ce sont eux les fondateurs du village et les actuels détenteurs des fonctions de chef. Rien ne laisse deviner la place occupée par ce peuple dans l'histoire du Cameroun anglophone.

LE FAKO, DU MYTHE À LA RÉALITÉ

Les Bakweri entretiennent avec le mont Cameroun (Fako) sur lequel ils sont installés des relations particulières qui ressortent plus du mythe que de la réalité. Beaucoup de légendes situent le paradis sur

le mont Cameroun. Là, chacun trouverait à manger à sa faim, sans excès, mais sans travailler.

Le mont Cameroun (4 094 m), volcan toujours actif, de type complexe, s'est manifesté fréquemment par des coulées de laves et des coulées boueuses qui ont menacé, à diverses reprises, des villages ou des camps sur la côte ouest (Bibundi, 1922) ou sur les pentes nord-orientales (Ikata, 1909 ou Ekona, 1959). Il n'empêche que les Bakweri affirment tranquillement ne pas craindre ni les émissions de laves, ni les secousses telluriques, faibles, mais fréquentes. Le volcan reste pour eux, un ange tutélaire qui leur assure protection et leur donne les moyens de vivre : chasse, agriculture.

De fait, s'il y a du vrai dans les croyances des Bakweri, tout n'est pas aussi idyllique. Occupant quelque 1 800 km², orienté SW-NE, le mont Cameroun offre de bons sols sur les matériaux volcaniques récents (basaltes, cendres). Toutefois, la perméabilité des basaltes est telle que les sources d'eau potable sont rares au-dessus de 600-700 m, ce qui est un handicap sérieux à l'installation de villages en altitude. A Mapanja, les Allemands avaient installé une citerne pour recueillir l'eau de pluie ; à **Bonakanda**,

les habitants vont chercher leur eau potable 5 km plus bas. **Buéa** est le seul village à disposer d'une source d'eau à 1 100 m d'altitude (1).

Sur le plan climatique, l'effet géographique du mont Cameroun ne peut être considéré comme largement positif. Précipitations parmi les plus élevées du monde au sud (Debundscha, 10,5 m en 1970 par exemple), saison des pluies très longue (3 mois sur 12 ont moins de 100 mm de pluies à **Buéa** qui ne reçoit que 3 m de pluies annuelles) arrétant la pousse de la végétation pendant de longs mois, humidité relative toujours proche de la saturation empêchant la conservation des produits agricoles et obligeant à chauffer les habitations, brouillard et nuages qui donnent aux villages « *d'en haut* » (qualifiés de *letu* en Kpe) un air fantomatique qui rappelle le *smog* britannique. Cela compense largement les températures clémentes de la courte saison sèche qui donnent aux paysages du haut pays, un air printanier.

Il convient de faire enfin la part des choses concernant l'illusion entretenue sur le caractère moins pathogène du milieu écologique au-dessus de 600-700 m. La malaria sévit aussi bien à **Buéa** qu'à **Tiko** et les affections respiratoires sont fréquentes en altitude. La mise en valeur agro-industrielle des minuscules plaines côtières et des premières pentes du mont Cameroun, accompagnée d'un contrôle très strict de la végétation ont contribué à rendre plus salubres ces secteurs qui avaient mauvaise réputation au début de ce siècle. Les progrès de l'encadrement sanitaire — bien que son efficacité reste faible — ont contribué à modifier l'image *célinienne* (2) qu'avait la plaine marécageuse de **Tiko**, aujourd'hui bien drainée (en 1922, 26 % de morts dans la plantation de Missellele parmi les Africains !).

La figure 1 représente la localisation de l'ensemble des villages fondés par le peuple bakweri. La plupart se distribuent sur un axe sud-ouest - nord-est parallèlement à l'axe du mont Cameroun et le plus grand nombre se situe dans un rayon de 10 km autour de **Buéa**. Ils s'étagent en altitude entre 0 et 1 000 m : 20 % entre 0 et 200 m, 15 % entre 200 et 400 m, 33 % entre 400 et 600 m, 24 % entre 600 et 800 m, et 8 % entre 800 et 1 000 m.

Cette répartition ne trouve pas son explication seulement dans les déplacements consécutifs aux expropriations réalisées par les colons allemands ou par la réputation des côtes insalubres où s'exerçait la chasse aux esclaves, spécialité des Isubu et des Bubi de Fernando Poo installés sur les îles des Pirates d'Ambas Bay (Bota islands).

L'attrait du mont Cameroun a joué son rôle pour ce peuple peu porté à jouer les intermédiaires entre

les Blancs et les Africains de l'intérieur. Les villages-parents d'où sont partis les fondateurs des villages satellites récents se trouvent, à trois exceptions près, entre 400 et 1 000 m.

La conscience collective bakweri a investi le volcan de bienfaits qu'il est loin d'apporter concrètement à la population. Refoulée des basses pentes et des plaines côtières, celle-ci ne pouvait que valoriser son attachement au volcan, le vécu dépassant largement le réel.

UN PEUPLE « PARQUÉ » DANS DES RÉSERVES (fig. 2)

La population bakweri vit encore dans le carcan spatial tracé par le colon allemand et confirmé par les autorités britanniques. Une situation sud-africaine ou néo-calédonienne.

L'annexion du Cameroun par le gouvernement impérial allemand en 1884 donna lieu à un *rush* des planteurs germaniques sur la terre mais aussi des missionnaires, des commerçants, de l'État et de ses fonctionnaires. Les riches terres du mont Cameroun proches de la mer, furent prioritairement annexées par pans entiers avant qu'une quelconque législation vienne mettre un peu d'ordre dans cette boulimie foncière. A vrai dire, les législations de 1896, 1903, 1906 et 1910, après une appropriation désordonnée et incontrôlée de plus des 9/10^e des terres agricoles, visaient essentiellement à contrôler, délimiter et cadastrer l'espace ainsi partagé, en fait entériner une situation de fait. Pour s'assurer toutefois que les autochtones (*natives*) disposaient d'assez de terres et éviter des jacqueries, on chargea les missionnaires — eux-mêmes propriétaires fonciers — de veiller à leur protection : chaque famille devant recevoir 6 ha.

En fait, les planteurs pratiquèrent l'occupation pure et simple, ou l'achat à un tarif fixé par eux (5 marks par ha pour la W.A.P.V. du célèbre Woermann). Quant aux missions, l'État ou les fonctionnaires, le don gracieux était de rigueur : ne défendait-il pas les indigènes contre les planteurs ? Le gouverneur Soden acquit ainsi en 1884 auprès des chefs de Buea, toutes les terres non construites et non cultivées. Certains planteurs obtinrent le déguerpissement de communautés enclavées dans leurs domaines. Des échanges de terres furent ainsi réalisés en vue d'agrandir des réserves manifestement trop étriquées. En janvier 1908, le W.A.P.V. rendit 6 000 ha au gouvernement (900 ha furent cédés à Buea) contre 3 000 ha à Missellele. D'une manière générale, la collusion entre les divers groupes coloniaux — et notamment administrateurs et plan-

(1) La source d'eau la plus haute se trouve à environ 2 000 m d'altitude, à proximité de la hutte 1.

(2) La maladie du sommeil a sévi jusqu'à la deuxième guerre mondiale sur les rives du Mungo.

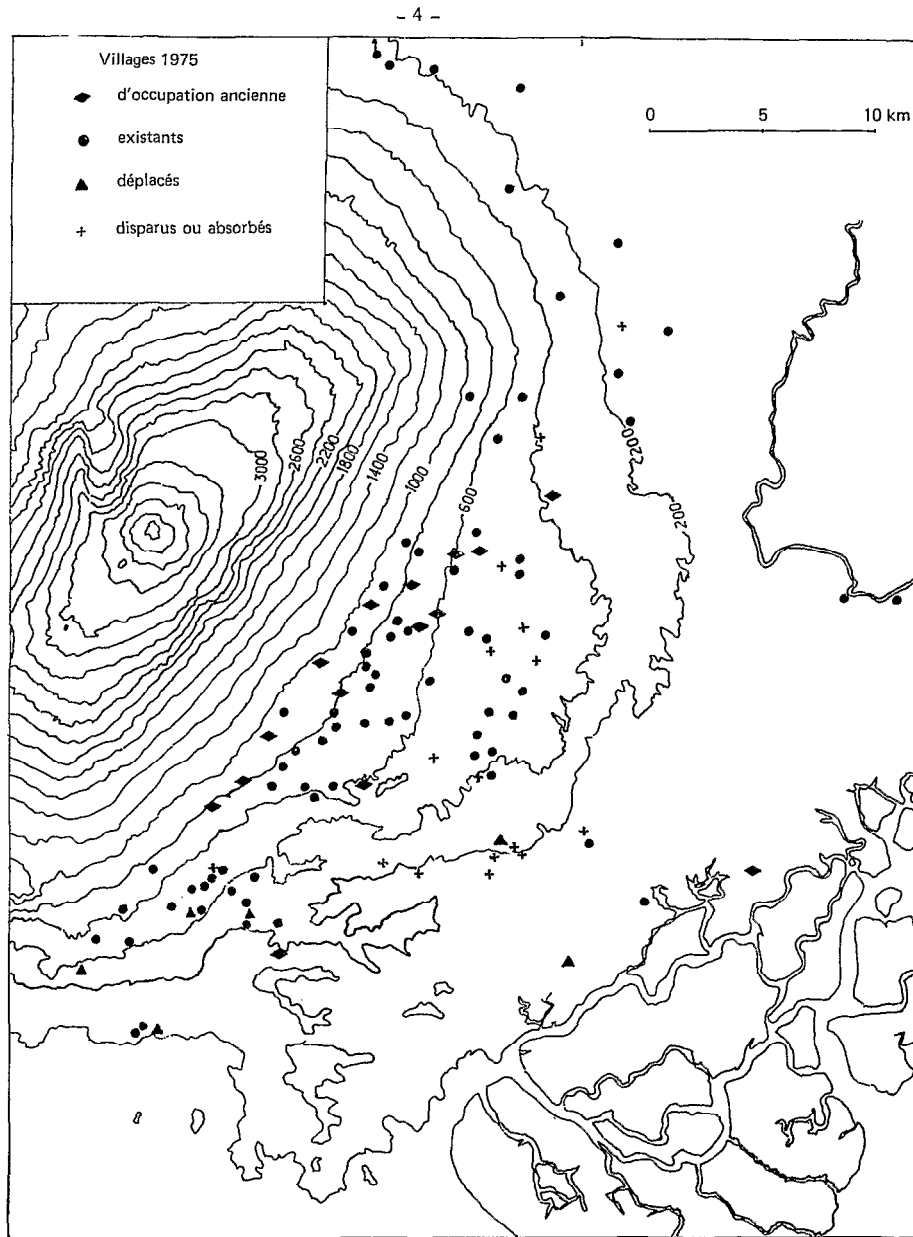


FIG. 1. — Villages bakweri et mont Cameroun

teurs — ne permit guère de desserrer l'étreinte foncière malgré l'action sans illusions de la mission presbytérienne de Bâle qui s'opposa aux expulsions (Muéa en 1901, par exemple). Il fallut attendre 1911 pour que la commission foncière allemande attribue 300 ha aux 60 familles de Tiko. La ville, en déclin aujourd'hui, étouffe toutefois dans ce cadre trop étiqué et la C.D.C. a dû céder de l'espace pour qu'elle s'étende (*Long Street Layout*).

L'arrivée massive d'allogènes (« *strangers* » selon la terminologie locale) ne contribua pas à améliorer la situation, et ceux-ci s'entassèrent dans les réserves où les Bakweri leur attribuaient de l'espace pour construire et subvenir à leurs besoins selon la coutume, libérale en la matière et sans chercher à profiter de leur situation de premiers occupants.

Aussi l'administration coloniale réalisa, à plusieurs reprises, des études (1910/1913, 1925, 1927/28, 1948)

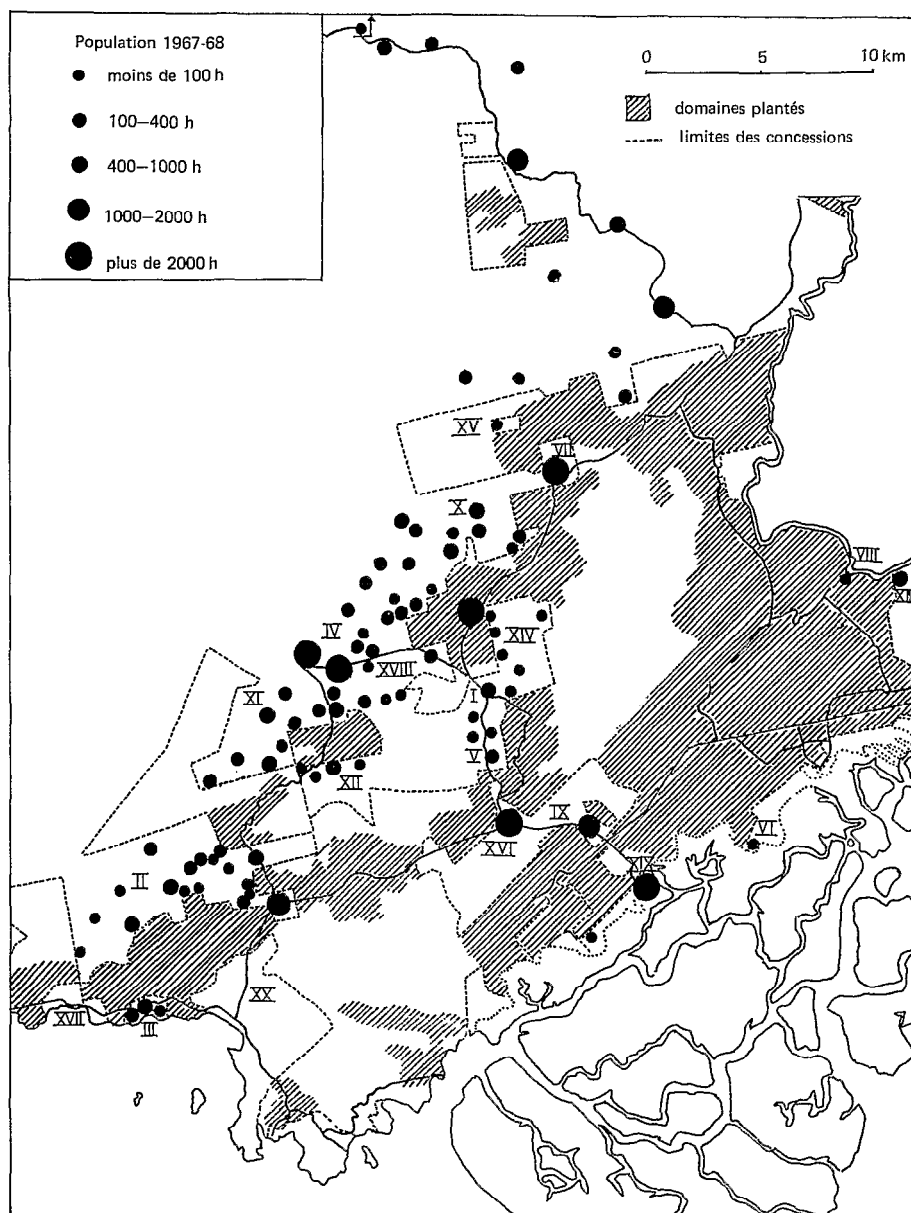


FIG. 2. — Villages bakweri et plantations industrielles. I — Réserve (annexes I et 2), p. 384 et pp. 386-388

destinées à évaluer le nombre d'hectares ou d'acres (1) disponibles par adulte mâle et à ajuster l'espace des réserves aux besoins tels que l'administration les avait estimés. Seuls, les Bakweri avaient constitué un *Bakweri Land Committee* (1946) en vue de récupérer leurs terres. En conséquence, le pouvoir britannique distingua soigneusement indigènes et immi-

grants laissant entendre implicitement que les indigènes n'avaient pas su gérer leur capital foncier comme il convenait, autorisant les immigrants à accaparer de manière permanente les terres des réserves. Le tableau I synthétise le constat de l'administration britannique.

Quelques données statistiques éclaireront notre

(1) Dans cette étude, les acres britanniques ont été transformés en ha sur la base de 1 acre = 0,4 ha.

TABLEAU I

Les réserves bakweri en 1948, population et espace (1). (Source: Bridges, 1948)

RESERVES	Ha disponibles	TOTAL AGRICULTEURS	Ha disponibles par agriculteur
1 BOLIFAMBA	155	73	2,1
2 BONJONGO	2 158	787	2,7
3 BOTA/KIE	70	91	0,8
4 BUEA	1 330	551	2,4
5 DIBANDA	95	8	11,9
6 EBONJI	135	31	4,3
7 EKONA MBENGE	145	32	4,5
8 LIKOKI	18	5	3,5
9 LIKOMBA	140	87	1,6
10 LYSOKA	1 125	517	2,2
11 MEMBEA	845	359	2,4
12 MEVEO	945	128	7,4
13 MONDONI	160	124	1,3
14 MUEA	553	199	2,8
15 MUNDAME	25	6	4,2
16 MUTENGENE	713	252	2,8
17 NGEME	43	31	1,4
18 SOPPO	895	425	2,1
19 TIKO	230	110	2,1
20 VICTORIA	790	187	4,2
TOTAL	10 570	4 003	2,6

(1) La définition géographique des réserves est indiquée dans l'annexe I, (pp. 386-387).

propos. Sur 20 réserves répertoriées en 1948, 10 avaient moins de 200 ha, 3 plus de 1 000 ha de terres cultivables disponibles.

Les Bakweri constituaient 58,2 % des adultes masculins avec des variations considérables selon les réserves : moins d'un tiers dans 7 réserves, plus des 3/4 dans 5 (Membea, Bonjongo, Lysoka, Mundame, Dibanda). Ils formaient toutefois 75 % des agriculteurs de l'ensemble. L'agriculteur moyen disposait d'une surface cultivable de 2,6 ha, les valeurs s'étalant entre 0,8 (Bota/Kié) et 11,9 (Dibanda). En appliquant les normes définies par les Allemands (6 ha par famille) deux réserves seulement, avaient une superficie convenable. Et pourtant, l'administration entre 1928 et 1948 a agrandi celles-ci de près de 50 %. Cela est resté largement insuffisant, à supposer que les normes des colonisateurs aient répondu aux exigences bakweri. C'est pourquoi la question foncière sera à l'origine de la revendication nationaliste au Cameroun anglophone.

Pour désarmer cette revendication, le pouvoir colonial britannique décida de considérer, en 1947, les terres expropriées comme terres *natives* louées par le gouvernement à la Cameroons Development Corporation (C.D.C.) sensée les mettre en valeur dans l'intérêt général des populations du Cameroun anglophone qui constituent la main-d'œuvre de ses blocs de plantations industrielles. Si cette décision concilia les mandataires britanniques avec leur *trusteeship Council*, elle ne satisfera pas les Bakweri persuadés d'avoir été — définitivement — déboutés. Elle opposa, en effet, les intérêts de l'ensemble des populations du Cameroun méridional considérées comme natives aux intérêts particuliers des Bakweri, les immigrants aux propriétaires fonciers traditionnels. L'État prétendit ainsi assumer le rôle d'arbitre, de gardien des intérêts supérieurs de l'ensemble des populations et de gestionnaire de la terre, ressource rare et convoitée dans la région du mont Cameroun, ceci, en dépit d'une politique différente ailleurs.

Honnêtement, le mandataire britannique recensa la réalité et les besoins... pour n'en rien faire! Le rapport Bridges de 1948 resta un constat. Caractéristique du règne distrahit des britanniques par Nigériens interposés : diviser pour régner.

L'argumentation reste toujours d'actualité et les « soleils » de l'indépendance n'ont rien changé à cette situation. Depuis l'unification de 1972 et la loi foncière de 1973 de caractère français, tous les « nationaux » (entendre les Camerounais) sont considérés comme natifs et la spéculation foncière a pu prendre corps. Yaoundé-Lagos, même combat? ... La C.D.C., société d'État, ne paie plus de redevance foncière au gouvernement depuis 1973, ce qui accrédite l'idée qu'elle gère pour l'État, et lui seul, le patrimoine foncier spolié au début du siècle. La fiction de 1947 a ainsi fait place à la réalité : la substitution de l'État aux colons allemands qui étaient restés jusqu'en 1939. Si l'on ajoute que les Bakweri ont échoué dans leur volonté d'investir l'appareil étatique tant fédéré (1961-1972) que fédéral, on aura compris qu'il n'existe plus de question foncière en l'état actuel des rapports de force.

Cette dépossession des terres liée à une répression politique et à une invasion non contrôlée des réserves par des immigrants toujours perçus comme dynamiques par les divers pouvoirs est à l'origine de l'humiliation et de la désespérance bakweri. Personne n'a mis en cause ce concept de *réserve* et d'espace forfaitaire, modulé dans le rapport Bridges en fonction des potentialités des sols, attribué à chaque individu, qui a toujours tenu lieu de politique foncière. Pourquoi avoir enfermé le problème en deux termes, la disponibilité de terres cultivables et le contrôle de l'immigration, jamais appliqués? L'espace nécessaire à une société segmentée à l'extrême et accueillante, pratiquant une gestion extensive et libérale de son capital foncier, ne peut être défini seulement en termes quantitatifs. Une population de ce type ne peut qu'être farouchement opposée à une vision de ce genre et quand ses aspirations réelles ne peuvent trouver aucun écho, que lui reste-t-il à faire?

UNE ABSENCE DE MAÎTRISE DU MILIEU ET DE SES POTENTIALITÉS ÉCONOMIQUES

Les Bakweri ne sont pas des agriculteurs acharnés, entreprenants comme leurs compatriotes bamileké. Pas même des hommes du profit comme le seraient volontiers leurs concurrents ibo ou de la rente foncière comme bien des propriétaires. Ils n'ont pas su devenir des citadins à part entière dans la trilogie

urbaine Tiko-Victoria-Buéa, laissant à d'autres, le soin de confisquer à leur profit, une part considérable des revenus urbains.

Tout se prêterait pourtant à ces différents comportements. Quand on ne cultive pas sur des coulées de blocs de pierres ou dans les zones marécageuses, les rendements pour les cultures vivrières ou les *cash crops* peuvent être excellents, les recherches menées à Ekona l'ont démontré. Quant à la stratégie économique, plusieurs voies sont possibles tant dans le vivrier qui est rare et cher dans un département fortement urbanisé (46,5 % de la population est urbaine en 1976) groupant plus de 15 000 salariés permanents et situé à une petite heure de route de l'agglomération de Douala, que dans le commercial qui offre toute la gamme des spéculations tropicales possibles, de la banane au café *Robusta*, de l'avocat au thé. Toute la zone participe, peu ou prou, d'un mode de vie proche du monde urbain par les habitudes de consommation et les modes de production. Il y a donc matière à tirer profit d'un environnement où l'économie marchande règne en maître. Les Bakweri sont à la traîne dans cette compétition, devancés par des populations venues d'ailleurs : Ibo dans le petit commerce et l'artisanat, *Grassfields* dans le transport, le secteur agricole et même foncier.

S'il est vrai que les Bakweri ne cèdent plus aujourd'hui la terre sans compensations monétaires, ils n'ont pas su valoriser leurs positions de premiers occupants dans les secteurs où la spéculation pouvait être source de richesse, aux abords des agglomérations et des routes. La fièvre immobilière, à quelques exceptions près, ne s'est pas emparée d'eux comme chez leurs frères douala. Les quelques *businessmen* bakweri connus, sont des gagne-petit à côté de leurs homologues douala, et plus des spéculateurs inconséquents que des hommes d'affaires avisés. A l'échelle du Cameroun anglophone, les riches bakweri sont des nabots à côté de leurs concitoyens des *Grassfields* comme Nangah par exemple. On ne les voit guère s'aventurer dans le secteur informel où excellent nombre de leurs concurrents à l'affût de toutes les occasions de réaliser un profit (1).

Agriculteurs vivriers produisant pour leur subsistance essentiellement, on est surpris de voir quelques-uns d'entre eux, rares cependant, se lancer dans la production de légumes frais ou dans le petit élevage de volaille en vue de la vente aux citadins. L'échec des coopératives vivrières de Buéa et de Victoria, tenues à bout de bras, par des *Peace Corps Volunteers*, est caractéristique de cette incapacité à s'organiser et à produire régulièrement des denrées de qualité identique. Chance et malchance à la fois,

(1) Monopole ibo dans l'importation de motocycles Suzuki dans l'ensemble du pays par exemple.

la culture du macabo, nourriture de base, faite par les femmes, donne bien et pendant plusieurs années de suite sans avoir à être replanté bien qu'il s'agisse d'une plante annuelle. La survie du groupe est ainsi assurée sans grand effort. On constate, par ailleurs, que la cueillette du vin de palme ou de raphia reste entre les mains des Meta de la Momo ou des Bassa de la Sanaga Maritime. Si l'on estime que la lutte pour la survie stimule le groupe concerné invité à chercher des solutions adéquates à ses problèmes, il faut reconnaître que la *mammy coco* (*Xanthosoma Maffafa* ou macabo) l'a desservi. La pression démographique aurait dû l'inciter à intensifier ses méthodes de culture. Seule riposte lors du boom bananier, la conquête de terres neuves aux environs de la route forestière ouverte par la *Coast Timber* dans les années cinquante. Le raccourcissement de la durée de la jachère a été aussi une réplique à cette situation, malheureusement sans reconstitution des sols. Nous évoquerons plus loin l'engouement pour les bananeraies, l'échec de la *Bakweri Cooperative Union of Farmers* (B.C.U.F. Ltd) et la fragile renaissance actuelle du mouvement coopératif.

Le recensement F.A.O. de 1972-73 nous permet

d'appréhender l'agriculture en pays bakweri pratiquée par les immigrants comme par les autochtones. 55 exploitations réparties dans 11 villages des réserves minuscules du bas pays (Mondoni, Likomba, Mutengene, Bonadikombo) et du cœur du pays bakweri (Bonjongo, Wotolo, Membea-Bokwaongo, Lysoka-Wokeka, Ekona lelu, Muea) ou des terres neuves bakweri (Bafia) ont été enquêtées. Échantillon géographiquement représentatif par sa localisation dans des milieux écologiques et humains différents. Les exploitations peri ou intra-urbaines n'ont pas été prises en compte.

43,6 % des exploitations pratiquent des cultures commerciales, 40 % ont une caféière, 22 % une cacao-yère. 29,1 % restent des fermes autoconsommatrices. On trouve 4 cultures fondamentales : maïs, igname, taro/macabo, légumes. Manioc et plantain composent les menus de nombreux fermiers. 58 % des chefs d'exploitation sont mariés monogames contre 33 % seuls (célibataires, veufs ou séparés). On n'emploie de la main-d'œuvre régulièrement qu'à Bafia (exploitation moyenne de 3,06 ha) et saisonnièrement à Likomba et à Mondoni. Par contre, l'entraide joue un rôle important dans le cœur du pays bakweri.

TABLEAU II

Taille moyenne des exploitations et statut foncier. (Source : FAO, 1972/73)
% de la superficie cultivée totale

ZONE	Taille moyenne	1	2				3		4
			a	b	c	d	a	b	
Coeur du pays Bakweri (de Bonjongo à Ekona Lelu)	0,7	2,8	6,6	-	1,0	5,3	76,1	7,1	1,1
Réserves du bas-pays (de Mondoni à Bonadikombo)	1,1	3,9	14,5	2,0	24,1	22,9	4,6	-	-
Terres neuves (Bafia)	3,1	36,5	30,4	-	-	13,0	5,5	14,0	0,7
MOYENNE	1,1	22,3	15,7	0,7	9,2	13,8	31,4	6,3	0,6

N.B. : Taille moyenne en ha.

- 1 : Propriété avec titre foncier
- 2 a : Location avec paiement en espèces
- 2 b : Location avec paiement en nature
- 2 c : Location avec paiement mixte
- 2 d : Location gratuite
- 3 a : Attribution coutumière permanente
- 3 b : Attribution coutumière temporaire
- 4 : Squatting (occupation « sauvage »)

Les trois zones distinguées plus haut s'individualisent quand on considère le statut foncier des champs (tabl. II) : domination écrasante de l'attribution coutumière permanente dans le cœur du pays Bakweri aux exploitations minuscules, propriété avec titre foncier et location dans les réserves du bas-pays et à Bafia (importance de la location en espèces dans ce

dernier cas) où les fermes sont plus vastes et plus prospères. Ceci traduit une compétition foncière d'autant plus serrée que l'on se trouve en terre peuplée d'immigrants soucieux de faire produire une terre riche, mais aussi le refus crispé des Bakweri d'entrer dans la spirale de la modernité en matière économique bien que sachant condamné leur genre de

vie. L'économie de cueillette reste toujours d'actualité chez eux quand tout la condamne : le manque d'espace, les spéculations possibles et les marchés potentiels.

Détails ethnographiques sans doute, mais révélateurs : 5 villages d'en haut se partagent le droit de chasse sur le mont Cameroun. De même, les habitants autochtones de ces mêmes villages élèvent du gros bétail et des chevaux, phénomène exceptionnel en zone forestière guinéenne. Le cheptel ne fait que rarement l'objet de transactions. La répartition sexuelle des tâches (à l'homme, le défrichement de la parcelle, à la femme, sa culture) confirme, s'il en était besoin, le peu d'intérêt des hommes pour l'agriculture vivrière, et même commerciale. Un seul travail/loisir prestigieux pour eux : la chasse.

Le travail salarié dans l'administration et les plantations, dans des postes d'encadrement ou de maîtrise reste, dans le secteur moderne, la seule percée des Bakweri. Encore faut-il ajouter que cette entrée en force dans la bureaucratie locale n'a pu être toujours suivie de la conquête des postes de décision. La sur-représentation bakweri apparaît tout de même comme un fait manifeste. Voilà sans doute une contradiction avec les divers refus exprimés dans d'autres secteurs. On peut l'analyser cependant comme une transposition de la lutte menée par les Bakweri contre l'autorité. Investir l'administration n'est-il pas le meilleur moyen d'infléchir la volonté de l'État? Nous avons aussi la preuve que le peuple bakweri ne refuse pas l'entrée dans la société moderne mais de manière individualiste et sans goût du risque.

Un peuple marginalisé par le choc colonial

Affirmer à ce stade de notre analyse que le peuple bakweri fut brisé par le choc colonial et relégué en marge de l'économie et de la société moderne peut paraître relever de l'évidence. Nous allons tenter ici de saisir le phénomène dans son ampleur et sa variété. L'histoire va nous permettre d'en retracer les mécanismes et d'étudier les réactions bakweri à travers le temps et les circonstances. Les faits étant relativement connus, nous ne ferons qu'en rappeler les grandes lignes en leur donnant l'éclairage approprié à notre perspective.

LA RÉSISTANCE BAKWERI ET LE « ROULEAU COMPRESSEUR » GERMANIQUE

Les Bakweri appartiennent à cette catégorie de populations camerounaises qui osa résister par la force à la pénétration allemande : ils se retrouvent là

en compagnie des Anyang de la Manyu (Cross River), des Bangwa de la région de Fontem (1), objets d'une répression féroce pour faits de résistance à l'envahisseur germanique.

Installés sur la côte (Bimbia, Victoria) en 1884-85, les Allemands montèrent successivement deux expéditions pour asseoir leur domination sur le pays bakweri, l'une en 1891 où ils furent repoussés à Buéa par Kuva LIKENYE, l'autre en 1894 qui balaya la résistance bakweri. Le village de Buéa fut incendié, les terres expropriées et une lourde rançon fut demandée à la population qui dut contribuer à l'édification de la *Station* et du *schloss* et fournir de la main-d'œuvre aux plantations créées sur leur propres terres.

Les Bakweri s'étaient habitués depuis le milieu du XIX^e siècle aux Européens installés sur la côte, commerçants et missionnaires de Bimbia et de Victoria, qui faisaient de fréquentes incursions à l'intérieur. Peu portés vers le commerce, ils regardaient d'un œil distant et réservé ces étrangers avides d'argent avec lesquels Bimbia et Douala travaillaient. Dès les premières expropriations de terres (1885), les Bakweri comprirent l'ambition de ces colons et décidèrent de s'y opposer.

Les relations entre Bakweri et Allemands furent franchement hostiles ; répression féroce, travail forcé, taxation d'office et accaparement des terres ne pouvaient que contribuer à élargir le fossé et à traumatiser définitivement une population qui ne chercha pas à gagner les faveurs du conquérant. Peu nombreux pour servir dans les plantations et déjà réputés comme peu travailleurs, ils n'intéressaient pas les Allemands. Ils utilisèrent cependant les écoles des missions pour s'éduquer et devenir *clerks*.

Autre tempéraments, autres stratégies : de nombreuses populations surent se mettre à temps du côté du pouvoir du moment pour essayer de tirer leur épingle du jeu, servir d'intermédiaires, de *go-between* entre les colons blancs et les indigènes, tels les Bali, les Ewondo, les Douala, sans perdre pour autant leur identité, manipulant parfois leur colonisateur.

L'attitude vis-à-vis du colon germanique explique vraisemblablement l'ensemble des comportements de l'ethnie. Pourquoi n'a-t-elle pas voulu s'adapter à la colonisation germanique? Choc colonial plus brutal qu'ailleurs, capacité de résistance et de récupération moindre sans doute. Une société peu hiérarchisée, une économie de cueillette, une faible taille démographique, voilà autant de facteurs défavorables à la manifestation d'une réponse collective adaptée à la situation.

(1) Pour ne prendre d'exemple que dans la région sud-ouest du Cameroun.

LES BAKWERI ET LE SYSTÈME AGRO-INDUSTRIEL

La constitution de plantations par des sociétés capitalistes allemandes démarrée en 1885 par Woermann, Jantzen et Thormahlen connut son apogée entre 1896 et 1906. Aucune autre zone du Cameroun ne connut un phénomène d'une telle ampleur : en 1913, sur 98 000 ha appropriés au Cameroun, 85 % se situaient dans la région du

mont Cameroun. On assista à la mise en valeur rapide des domaines ainsi constitués : 3 000 ha plantés en 1900, 13 580 en 1913. Tout cela draina une main-d'œuvre de plus en plus importante : de 3 850 en 1900, le nombre des salariés des plantations passa à 10 415 en 1910 pour atteindre 17 827 en 1913. Dans le seul pays bakweri, 50 000 ha de terres avaient été expropriés, 30 % mis en valeur avec 5 000 Africains encadrés par 60 Européens (tabl. III).

TABLEAU III

Les plantations industrielles en pays bakweri (1913). (Source : archives de Buéa, arch. O.R.S.T.O.M. Yaoundé)

SOCIETES	DOMAINES	Date fonda- tion	CAPITAL Marks	ha possé- dés ou concedés	ha plantés	MAIN-d' afr.	OEUVRE europ.	Divi- dendes
West Afrikanische Pflanzungs Gesellschaft	Victoria	1897	3 000 000	12 695	3 360	2 100	20	6-15%
Deutsche Kautschuk Aktiengesellschaft	Ekona	1907	2, 500 000	5 407	1 830	900	10	3-5%
Kautschuk Pflanzung	Méanja	1903	900 000	5 571	710	300	3	3%
Afrikanische Frucht Kompagnie	Tiko	1912	1 000 000	4 942	480	200	2	-
Molive Pflanzungs Gesellschaft	Moliwe	1899	2 000 000	12 827	1 600	900	9	5%
Woermann Kompagnie	Bimbia	1906	?	10 634	860	600	8	-
Holfoth-Rohricht Steinhausen - Rein und Wessel	4 Domaines (Ombe/Tiko)	?	?	888	304	150	4	?
Mission catholique Engelberg	Bonjongo	?	?	310	44	40	3	-
African and Eastern Trade Corporation	Bwinda	1895	?	116	80	40	1	?
TOTAL				53 390	9 268	5 230	60	

Les chiffres cités traduisent l'ampleur des bouleversements subis par la région en un laps de temps limité. En 1912, le nombre des Bakweri était évalué à 11 279 et à 15 027 en 1921. C'est dire qu'ils n'étaient pas en mesure d'occuper ostensiblement leur territoire en raison de leur genre de vie, ni de fournir la force de travail nécessaire à la création de plantations industrielles, travail exécuté dans des conditions très difficiles (taux de mortalité de 10 % en 1905 !).

L'importation et la rotation rapide de la main-d'œuvre devinrent dès le départ, la règle : travailleurs togolais, krou et libériens durant la première décennie, Bakoko, *Grassfields*, Ewondo et Boulou jusque dans les années trente. L'administration, les recruteurs professionnels européens ou africains (comme

les Bali) se chargeaient de la tâche : trouver des hommes volontaires plus ou moins contraints souvent parmi les peuples en révolte contre l'occupant germanique.

Sous le règne distrait des Britanniques, la surveillance internationale eut pour effet de « moraliser » le recrutement et d'améliorer les conditions sociales selon les canons de l'époque : incitations diverses pour obtenir le volontariat, contrôles sanitaires fréquents, organisation plus poussée de la vie du travailleur. Après la méthode dure, la persuasion et le paternalisme.

L'administration continua à être associée à l'opération. Les plantations devinrent la vitrine du modernisme en matière agricole et sociale occultant

TABLEAU IV

La main-d'œuvre des plantations selon sa distribution ethno-géographique (1926-1977)

(a) Ensemble des plantations; (b) C.D.C.; (c) Pamol. (Source: rapports à la SDN, C.D.C., COURADE/1978)

(a)	1926		1932		1938						1974	
	effec- tif	%	effec- tif	%	effec- tif	%	(c)		effec- tif	%		
Bakweri	753	6,5	303	2,7	990	3,9	Bakweri		22	0,7		
Sud-Ouest	2904	25,0	2673	23,7	8101	32,3	Sud-Ouest		1398	43,7		
Nord-Ouest	1618	13,9	2264	20,1	8708	34,7	Nord-Ouest		1338	41,8		
Nigeria	1	-	932	8,3	2373	9,4	Nigeria		400	12,5		
Cameroun franco- phone	6262	54,0	5061	44,9	4805	19,1	Cameroun franco- phone		42	1,3		
TOTAL	11608	99,4	11283	99,7	5113	99,4	TOTAL		3200	100,0		

(b)	1952		1957		1962		1967		1972		1977	
	effec- tif	%	effec- tif	%	effec- tif	%	effec- tif	%	effec- tif	%	effec- tif	%
Bakweri	1479	5,8	592	3,3	507	3,0	500	4,3	765	5,8	1080	6,7
Sud-Ouest	6358	24,9	3711	20,8	3642	23,6	3803	32,5	4131	31,3	3949	24,4
Nord-Ouest	10109	39,5	7713	39,9	7362	47,7	6341	54,3	7378	56,0	10041	62,1
Nigeria	5450	21,3	5473	30,7	3183	20,6	420	3,6	336	2,6	301	1,9
Cameroun franco- phone	2115	8,3	895	5,0	732	4,7	622	5,3	563	4,3	795	4,9
TOTAL	25569	99,8	17809	99,7	15430	99,6	11688	100,0	13174	100,0	16168	100,0

de manière délibérée jusqu'à l'heure actuelle les autres formes de développement possible du pays. La participation du Cameroun anglophone dans la main-d'œuvre s'accroît au détriment des ethnies du Cameroun francophone. Le volant complémentaire de force de travail fut assuré par les Ibo et Ibibio du Nigeria Oriental entre 1931 et 1962 (30 % du total en 1957).

Le mixage ethnique fut important et la rotation des allogènes ultra-rapide jusque dans les années cinquante. Les travailleurs avaient l'habitude d'arriver seuls quelle que soit leur situation de famille et de repartir après un laps de temps assez court. Agriculteurs déracinés pour l'immense majorité, ils n'étaient que de passage, repartant lors de la saison des récoltes dans leur village après avoir réuni l'argent nécessaire au versement de la dot bien souvent.

Tout l'effort des planteurs consista à fixer cette population instable et à recruter le plus possible localement. La place des personnes du Nord-Ouest

(Grassfields du Bamenda) s'accroît : 14 % en 1926, 35 % en 1938, 40 % en 1957, 54 % en 1967, 62 % en 1977. Il n'empêche que le renouvellement annuel de la force de travail a oscillé entre la moitié et le quart dans le meilleur des cas.

Plus grave, sans doute, reste l'installation de beaucoup de ces immigrants dans les villages aux alentours des domaines, créant des bidonvilles semi-urbains qui jalonnent tout le département du Fako monopolisant une bonne part de l'économie marchande, destructurant l'économie et la famille bakweri.

La participation bakweri à la force de travail des plantations resta toujours à un niveau assez faible : 6,5 % en 1926, 6,7 % en 1977 avec deux périodes d'étiage : 1932-38 et 1957-62. Le prélèvement des domaines agro-industriels sur la jeunesse masculine bakweri doit se situer autour de 20-30 %, ce qui est considérable.

La répartition des Bakweri dans l'appareil de production de la C.D.C. laisse entrevoir une stratégie

relativement élaborée : 18 % des mensuels, 16 % des artisans contre 5,7 % des manœuvres sont Bakweri. Ils sont mieux représentés dans les plantations proches que dans les autres et notamment parmi les temporaires. Ils se taillent une part importante dans l'échelon technique et dans l'encadrement administratif.

En fait, l'élite éduquée a investi les places les plus intéressantes. La piétaille s'est employée dans les

estates proches (Bota Palms, 14,7 %) et les agriculteurs trouvent des ressources complémentaires en s'employant temporairement à Ekona Bananas. Face à leurs concurrents allogènes venus provisoirement dans les domaines de la C.D.C., ils ont su jouer de leur présence sur place et saisir les opportunités de travail qualifié et correctement rémunéré. Le réseau de solidarité ethnique a, sans doute, joué, dans ce cas.

TABLEAU V

Les Bakweri dans la main-d'œuvre de la Cameroon Development Corporation, en % du total (décembre 1977). (Source : C.D.C. personal manager)

	PERMANENTS	TEMPORAIRES
Domaines du pays bakweri	6,4	30,4
Domaines de la côte	4,7	1,9
Domaines de la plaine de Tiko	2,5	3,9
Domaines du département de la Meme	1,0	-
infrastructure technique	14,0	17,0
infrastructure administrative	23,6	33,3
manœuvres	5,7	
artisans	15,9	
mensuels	17,9	
TOTAL C.D.C	6,7	
TOTAL EFFECTIFS	16 168	1816

Est-ce dire que ceci compense les expropriations de terre, les déséquilibres socio-économiques créés par l'afflux incontrôlé d'immigrants? L'emploi d'un millier de personnes, bon an mal an, peut-il justifier le gâchis survenu, même si l'on doute de la capacité des Bakweri à créer une économie paysanne digne de ce nom? Il n'en reste pas moins qu'un retour des terres à leurs occupants légitimes serait, en l'état actuel des choses, impensable et économiquement risqué. Le potentiel économique créé, est le produit du travail des hommes venus de l'ensemble du Cameroun anglophone. Voilà pour la raison coutumière : le travail donne des droits dans la tradition locale que la propriété n'implique pas.

Les capitaux coloniaux et internationaux investis par le canal étatique depuis 1947 ont permis de bâtir des complexes agro-industriels à structure centralisée supposant la livraison de matières premières agricoles standardisées de manière régulière pour rentabiliser

les usines. Les conséquences socio-politiques de ce type d'organisation de la production ont été jugées suffisamment néfastes pour que les experts dans les années 60, les banquiers internationaux depuis 1975, aient conçu le projet de développer de petites plantations paysannes satellites dans un rayon de 30 km autour des usines (huileries ou usines à latex) afin d'intégrer après 75 ans de *développement séparé* le petit planteur à l'entreprise capitaliste étatique ou privée. Les incitations financières viennent contrebalancer les contraintes en matière de production et de localisation.

Le bilan de ce *small holders' scheme* restait en 1979 très ambigu. Les natifs bakweri, s'ils avaient partout conservé leurs droits traditionnels fonciers auraient dû être associés à cette opération, le droit d'installer une culture pérenne étant généralement du seul ressort des autochtones. Malheureusement, salariés et immigrants ruraux ont réussi — comme dans le

Moungo — à obtenir la cession de terres natives ou de terres C.D.C. (60 % non mises en valeur) par divers procédés (droits fonciers en contrepartie de dettes, achats réguliers, trocs d'avantages contre la terre, etc.). Leur dynamisme aidant, ils apparaissent, à l'heure actuelle, comme la cible privilégiée de ce type d'opération qui doit être rentable financièrement à moyen terme, en vue du remboursement des prêts Fonader et de l'amélioration des conditions d'exploitations d'usines coûtant des sommes supérieures à un milliard de F CFA.

Un relevé des demandeurs enregistrés par le *C.D.C. small holders' development scheme* opérationnel depuis 1979 (1) était significatif. Sur 56 petits planteurs agréés en 1979, pas un Bakweri mais 23 Mungo et Balong ; plusieurs petites entreprises, des fonctionnaires ou des salariés, un groupe de fermiers associés composé de natifs. La taille des exploitations variait entre 2 et 150 ha.

Pour être agréé, le futur membre doit avoir un certificat de propriété du chef traditionnel contre-signé par le sous-préfet. Il est donc à prévoir, avec le développement de l'opération une spéculation foncière liée à l'empressement manifesté par des non-agriculteurs (fonctionnaires, politiciens, petites entreprises et spéculateurs divers) des planteurs moyens et des groupes de fermiers autochtones.

La nécessité de disposer de terres (1 à 2 ha minimum) à proximité d'une route et à moins de 30 km d'une usine de traitement, d'attendre un certain nombre d'années (6 à 7 ans) avant de commencer à toucher les dividendes de l'investissement en capital et en travail, d'accepter un contrôle strict des normes et des moyens de production, tout cela ne contribuera pas à attirer les Bakweri, habitués avec la banane à une rentabilité immédiate.

Si l'on se réfère à l'expérience ivoirienne de la Sodepalm (2) qui associait 7 000 planteurs villageois (40 000 ha) au plan palmier, on note l'incompatibilité des deux systèmes de plantations tant au niveau spatial que social et on constate que ce type d'opération favorise, les vieux, les citadins et les gros planteurs. Le contexte au Cameroun s'avère différent par les objectifs poursuivis plus nébuleux (capitalisme d'État ou de masse ?), la structure de développement (la C.D.C. est prisonnière de ses origines coloniales et de 75 ans de comportements spécifiques à la plantation industrielle) et la cible des « développeurs » (une population très mélangée, traumatisée par l'échec bananier et des projets de reconversion où les autochtones ne peuvent servir de levier à l'opération). Il serait pourtant étonnant, compte tenu des ten-

dances actuelles, que l'impératif économique ne prenne pas le pas sur l'objectif social comme en Côte d'Ivoire.

La réconciliation Bakweri/planteurs ne sera pas au rendez-vous de l'association-intégration entre les plantations villageoises et les plantations industrielles à supposer que cette association soit bénéfique pour le petit planteur en termes de revenus, ce qui n'est pas démontré. Le fossé est trop large pour qu'il en soit ainsi. Peu attirés par l'opération plantations villageoises, leur réputation ne peut toujours pas séduire les « opérateurs du développement », en l'occurrence, les financiers qui s'appuient sur les *managers*. De toute manière, quel sort leur serait-il réservé dans le système de *agro-business* qui tend à remplacer aujourd'hui la plantation industrielle coloniale dure mais paternaliste ?

LA RENTABILISATION DE L'INVESTISSEMENT ÉDUCATIF : LA BUREAUCRATIE INVESTIE

Plus que d'autres peuples du Cameroun anglophone et comme leurs frères douala, les Bakweri ont, de tout temps, fait éduquer leurs enfants. Il s'agissait pourtant d'une possibilité parcimonieusement accordée tant par le colon allemand que britannique qui ont laissé l'éducation à la charge des missions et des *Native Authorities*.

En 1953, 10 % des anglophones savaient écrire l'anglais. En pays bakweri, ce taux était plus élevé : 16 % dans le canton de Muéa mais 27 % dans ceux de Buéa et de Bonjongo. Les raisons ? Essentiellement, l'installation ancienne des missions en pays bakweri combinant lieu du culte, école primaire et dispensaire sur la même concession. Presbytériens, catholiques et baptistes éduquèrent précocement les enfants bakweri.

Sous le mandat britannique, l'éducation primaire fut à la fois rare, payante et dispensée généralement en langue vernaculaire. Devenir commis d'administration, catéchiste ou maître d'école (ou contre-maître dans une plantation) supposait une éducation britannique qui n'était pas à la portée de tous. Accéder à un enseignement primaire supérieur, secondaire voire supérieur, restera toujours le privilège d'une élite triée sur le volet (31 étudiants camerounais anglophones en 1952 !).

Les Bakweri tirèrent avantage des écoles installées sur leur territoire et leurs chefs traditionnels ne refusèrent pas que leurs enfants aillent au Nigeria (Lagos, Enugu ou Umuahia). L'école secondaire de Sassé,

(1) Projet élaboré 15 ans auparavant !

(2) PILLET-SCHARTZ (A. M.), 1978. — Les grandes entreprises de culture et la promotion des paysans en Côte d'Ivoire. *Études rurales*, 70, avril-juin 1978 : 65-79.

à 10 km de Buéa ne fut ouverte qu'en 1938 et resta l'unique collège secondaire du territoire jusqu'en 1949.

L'accès aux fonctions administratives ne fut pas aisé compte tenu de la place occupée par les auxiliaires nigériens : en 1950, pour l'ensemble du Cameroun sous mandat britannique, 36 % des *junior grades* employés par le gouvernement étaient nigériens. En 1944, la *Cameroons Youth League*, l'un des premiers mouvements nationalistes conduit par E. M. L. ENDELEY, un Bakweri de noble extraction,

indiquait que les Camerounais occupaient 4 postes de niveau supérieur, 30 de commis, 20 de maître d'école, 12 de personnel paramédical et 6 de personnel technique. L'arrivée d'ENDELEY au pouvoir entre 1954 et 1959 comme *leader of Government business* favorisa l'accès de son ethnie aux postes de l'administration locale en rapide croissance. Sans avoir une position dominante aujourd'hui, le groupe apparaît comme bien représenté. La répartition des Bakweri par secteur d'activité et par métier exercé en 1964, traduit la réalité énoncée ci-dessus.

TABLEAU VI

Secteur d'activité et métier exercé par la population adulte des groupes côtiers (à 90 % Bakweri). (Source : recensement par sondage de 1964)

SECTEUR d'ACTIVITE	EFFECTIFS	% du TOTAL BAKWERI	% du TOTAL SECTEUR
Agriculture traditionnelle	6735	67,7	1,7
Plantations	801	8,1	4,2
Commerce et artisanat	460	4,6	1,6
Industrie	294	3,0	12,5
Commerce moderne et transport	260	2,6	4,5
Secteur privé non lucratif	287	2,9	3,6
Services domestiques	94	0,9	4,1
Secteur public	1016	10,2	7,7
METIER EXERCE	EFFECTIFS	% du TOTAL BAKWERI	% du TOTAL METIER
Cadres et techniciens	384	3,9	4,1
Employés de bureau	518	5,2	10,3
Commerçants	220	2,2	1,3
Agriculteurs	6727	67,6	1,7
Manoeuvres	702	7,1	2,7
Conducteurs	97	1,0	2,3
Travailleurs manuels	1168	11,7	6,3
Forces de l'ordre	63	0,6	4,5
Services	68	0,7	3,8
TOTAL	9947	100,0	2,1

L'examen de l'élite anglophone en 1975 nous révélait que les Bakweri se trouvaient parmi les 4 groupes ethniques les mieux représentés, sans occuper de position dominante. Peu présents dans les affaires, ils affectionnent les postes de hauts fonctionnaires. En 1969-70, ils constituaient 8,9 % de la clientèle des écoles secondaires, 4,5 % des écoles normales d'instituteurs et 1 % seulement du technique dans la province du Sud-Ouest.

Plutôt que de valoriser leur capital foncier et de s'intéresser vraiment à l'agriculture moderne, les Bakweri sont restés des agriculteurs de subsistance

ou ont été attirés par des emplois de cols blancs tant dans les plantations que dans l'administration, laissant à d'autres le soin d'occuper les emplois du secteur informel dans les villes situées sur leur territoire. Les voici donc de chasseurs devenus bureaucrates.

Il faut cependant nuancer ce qui vient d'être dit en indiquant que seule une minorité dans le groupe a réussi cette conversion, la majorité est composée d'agriculteurs vivriers ou ayant des emplois sans qualification. A côté de cette élite utilisant ses fonctions pour accroître son pouvoir en termes politiques

(et non économiques) subsiste une masse pauvre, apathique, désorientée. Ceci reflète le caractère de la société bakweri peu structurée socialement et politiquement, et mal placée pour utiliser, par réseau de solidarité interposé, la place occupée par ses leaders sortis de l'intelligentsia et qui ont dû susciter des associations pour soutenir leur action.

UNE SOCIÉTÉ SEGMENTÉE À L'EXTRÊME ET SANS COHÉRENCE INTERNE

Les Bakweri ou Kpe se réclament du même ancêtre que les Douala et appartiennent linguistiquement et culturellement au même groupe. Ils se seraient installés dans leur site actuel vers le milieu du XVIII^e siècle ne trouvant devant eux aucune autre population. Les 105 villages actuels prétendent descendre de 10 villages-parents situés entre 600 et 1 000 m (voir fig. 1).

La plupart des villages sont minuscules avec un habitat morcelé en quartiers étagés et des habitations souvent dispersées. Entre eux, il n'existe aucun lien hiérarchique ou autre : le « chacun pour soi » reste la règle. La plupart reconnaissent cependant un certain ascendant à Buéa (Gbea) qui serait dû à son ancienneté, sa position centrale et à une tentative pour unifier l'ensemble du pays bakweri. L'assemblée des chefs de lignage, le *Molongo*, est la seule instance supérieure du peuple bakweri pour régler les problèmes concernant l'ethnie tout entière. Le leadership de Buéa s'est traduit par son rôle lors de la lutte contre les Allemands et dans l'origine des leaders nationalistes bakweri issus des grandes familles de la ville. Ceux-ci s'appuyèrent sur le Molongo qu'ils contribuèrent à revitaliser.

Nous sommes en présence d'une société sans État, acéphale, où le pouvoir politique réside essentiellement dans le système de parenté dont le maillon principal est le lignage, *Litumba*. Celui-ci dispose de la terre au nom de l'ensemble des familles qui le compose, et le plus vieux de chaque lignage appartient au conseil de village, *Wambaki*, qui désigne le chef de village, généralement le descendant du fondateur. Celui-ci a des pouvoirs très limités et on le considère comme le leader du corps des anciens chargé de la coordination des affaires du village.

Cette gérontocratie n'a pas suscité, comme ailleurs au Cameroun, un conflit de génération, les vieux ne monopolisant ni les moyens de production ni les femmes. Leur pouvoir est largement symbolique et le contrôle social s'exerce de manière efficace et discrète au travers de sociétés secrètes réservées aux hommes (*Male* et *Nganya*) ou aux femmes (*Malova* et *Liengu*). Les deux plus connues restent la société de l'éléphant (*Male*) et celle de la sirène (*Liengu*) qui sont d'essence magico-religieuse. La crainte de la sorcellerie renforce ce contrôle social de l'individu

collectif et anonyme et expliquerait la dispersion de l'habitat.

L'envie, la jalousie et la méfiance réciproque sont suffisamment fortes pour empêcher l'émergence d'individus riches et puissants en dehors des lignages pouvant se considérer comme non soumis à la norme commune. Une coercition sociale diffuse, une absence de pouvoir central et une réponse inadaptée aux bouleversements coloniaux ont favorisé des conduites individuelles devenues courantes : départ d'un village d'un groupe pour un autre endroit, émigration vers les centres urbains, instabilité conjugale et prostitution, mariages des femmes Bakweri avec des allo-gènes.

Le système de parenté patrilinéaire en principe, peut être matrilinéaire en pratique (de l'oncle au neveu). La polygamie est très rare et n'est pas recherchée. La femme bakweri a une situation économique relativement autonome. Chargée de la subsistance de la famille, elle dégage quelques surplus lui assurant des rentrées monétaires. A la différence de l'Ibo, l'homme bakweri ne donnera pas à son épouse un petit pécule en vue de démarrer un petit commerce. Socialement, elle a une autonomie très grande ayant ses propres sociétés secrètes et menant une vie sexuelle et affective très libre. Le déséquilibre entre sexes lui est favorable, les immigrants ayant plus d'attrait en raison de ressources supérieures à celles des natifs. Libérée de la tradition, elle devient souvent prisonnière de l'argent, ce que d'aucuns ne considèrent pas comme une « libération ».

Au total, la structure socio-politique des Bakweri ne paraît pas de nature à faire obstacle aux stratégies individuelles de fuite. Les relations de parenté structurellement primordiales n'empêchent pas les sollicitations extérieures de s'exercer pleinement et notamment sur les femmes, plus sensibles que les hommes. Il n'existe pas de structure traditionnelle communautaire qui poursuive un but économique, pas d'autorité centrale coutumière en mesure d'animer un redressement économique, social ou culturel. Seule, l'intelligentsia, bien que divisée, a réussi pendant une décennie (1952-63) cette prouesse. L'accès à une parcelle de terre, parfois minuscule, est possible pour tous à la différence du système bamiléké rejetant les cadets. Si l'individualisme peut se donner libre cours, rien ici ne valorise l'initiative et n'encourage la réussite individuelle comme dans les sociétés ibo ou bamiléké. Les valeurs traditionnelles ne sont pas survalorisées dès que l'on sort de la mouvance du milieu bakweri alors que les Ibo et Bamiléké de la diaspora se considèrent comme l'aile marchande du groupe et renforcent sa cohésion. La dimension démographique n'est pas en cause.

Les Bakweri tentent donc parfois de fuir cette apathie villageoise, cette décadence qui les envahit. Mais c'est une fuite individuelle sans projet et donc

sans avenir. Le plus souvent, ils se mêlent au « *melting pot* » du Fako pour oublier et se fondre dans la société anglophone.

Les défaillances démographiques et économiques du groupe, cumulées avec une stratégie politique sans avenir de l'élite lors de la lutte pour l'indépendance accentueront la décadence largement amorcée par le choc colonial sur une société peu préparée structurellement à s'adapter.

Un peuple qui n'assure plus sa survie

Ce peuple marginalisé par le choc colonial n'assure plus sa survie démographique et ne se manifeste que par intermittence sur les plans économique et politique. Le déclin démographique, manifeste depuis le début du siècle, s'est prolongé jusqu'à nos jours sans redressement tant soit peu évident. Cette diminution du nombre d'hommes, résultat de facteurs externes mais aussi internes eut des conséquences graves quant au devenir de l'ethnie.

La documentation statistique ne permet pas de se faire une idée très précise de la question en raison de sa fiabilité incertaine et de ses omissions politiquement voulues : variable ethnique éliminée (1967-

1976), données détaillées par village inexistantes (1921, 1931, 1976), fiabilité douteuse (1921, 1928, 1931).

Nous examinerons ensuite le retour sur la scène économique du peuple bakweri lors du boom bananier (1952-1962). Cette renaissance précaire fut étouffée par les nouveaux rapports de force issus de la réunification.

UNE POPULATION ÂGÉE DÉBORDÉE PAR LE FLOT DES IMMIGRANTS (fig. 3)

Dans ce paragraphe, il va être difficile d'isoler les Bakweri des autres petits groupes du Fako réunis pour constituer « les ethnies de la Côte ». Cela ne représente pas une grande difficulté : les Bakweri constituent les 9/10^e de cet ensemble auquel ils donnent le ton (Bamboko, Bimbia, Bakole, Mongo).

Au recensement de 1964 (1), cet ensemble comptait 20 584 individus dont 50 % dans la zone rurale du Fako, 26 % à Victoria-Tiko-Buëa, 9 % dans les camps des plantations industrielles et 6 % ailleurs. Constatons d'abord qu'il s'agit du groupe autochtone le plus urbanisé du Cameroun anglophone dépassé seulement par les Ibo (43,8 %) et les Bamiléké (41,7 %).

TABLEAU VII

Structure par âge comparée Côtiers/Cameroun anglophone (1964). (Source : recensement par sondage de 1964)

AGE	COTIERS			CAMEROUN ANGLOPHONE		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
0 à 14 ans	18,9	20,5	39,4	23,8	23,0	46,8
15 à 34 ans	13,4	17,9	31,3	14,8	18,4	33,2
35 à 54 ans	10,3	12,5	22,8	8,6	7,6	16,2
Plus de 55 ans	3,7	2,9	6,6	2,2	1,5	3,7
TOTAL	46,3	53,8	100,1	49,4	50,5	99,9

La structure par âge comparée Côtiers/Cameroun anglophone révèle une population plus âgée que la moyenne régionale dans des proportions relativement fortes. Si l'on sait, par ailleurs, que la population rurale bakweri est plus âgée que celle résidant dans les villes, on comprendra mieux les réactions et réflexes du groupe ressassant ses malheurs passés, prudent et inquiet, donc paralysé vis-à-vis du nouveau, et passif quand il se trouve confronté à l'agression extérieure. La voie du renouveau pour les jeunes dans les villages paraît singulièrement

plus difficile compte tenu du poids des générations passées et de la confrontation permanente avec les immigrants installés de longue date.

Cette immigration qui a débordé les domaines agro-industriels pour se déverser sur les villes et les villages est la résultante des mouvements migratoires créés lors de la demande de main-d'œuvre des plantations. Elle constitue le volant de force de travail indispensable aux *estates*, elle vit aussi des salaires distribués dans les plantations (commerce, services, ravitaillage vivrier), elle se compose enfin de personnes

(1) Nous utilisons ce recensement car il est le seul à fournir des données très fines sur l'ethnie Bakweri à l'heure actuelle.

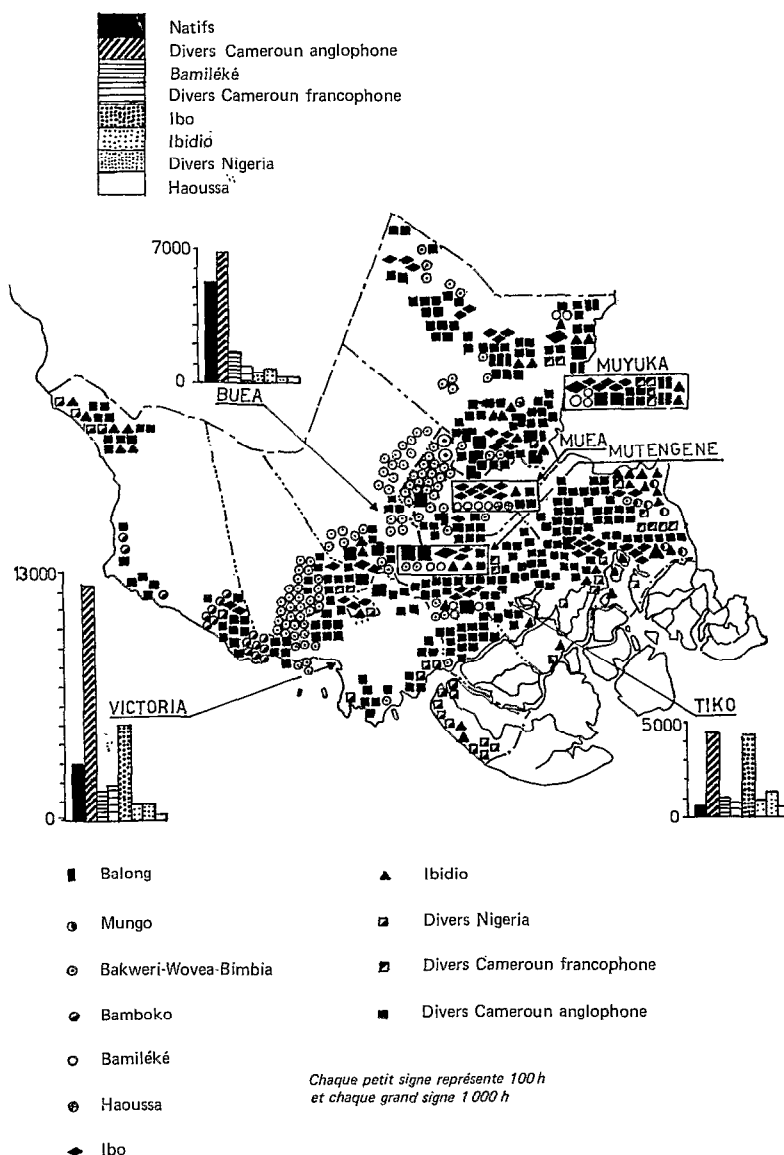


FIG. 3. — Les Bakweri dans le « melting pot » du Fako (extrait de l'atlas régional Ouest 1)

Erratum : Lire « Ibidio » au lieu de « Ibidio ».

travaillant dans les plantations ou dépendantes d'elles (logements insuffisants, champs vivriers).

Des installations indépendantes du système agro-industriel ont eu lieu dans les villes comme dans les villages et particulièrement sur l'axe de colonisation Muyuka-Munyenge ouvert à la fin des années cinquante par les forestiers. Pour ces immigrants, agriculteurs industriels de l'Ouest ou du Nord-Ouest, contrées bien peuplées, les sols volcaniques du mont Cameroun permettaient de se lancer dans l'agriculture commerciale.

Depuis l'indépendance, la mise en place de fonctions politiques et administratives voire commer-

ciales a permis une croissance rapide de Victoria, Buéa, Tiko et Muyuka. Les bourgs situés à des carrefours routiers, les villages de la Timber Road (Muyuka-Munyenge) ont connu une forte croissance liée à l'immigration. Dans les années soixante-dix, la dépendance croissante vis-à-vis de Douala et la centralisation étatique (après 1972) ont porté un coup d'arrêt à la croissance numérique de ces centres et l'immigration a été freinée.

D'une manière générale, la croissance démographique rapide reste le fait de villages, bourgs et villes où les immigrants s'installent. *A contrario*, les villages restés les plus autochtones stagnent ou diminuent :

TABLEAU VIII

Villes, bourgs et villages bakweri à croissance rapide et à fort taux d'immigrants

	1928/29	1953	1964	1967/69	1976
a) Villes Victoria-Bota (1)	3131	9147	17 474	19 129	24 145
agglomération de Buéa (2)	2926	5325	12 700	16 103	20 671
Tiko Town	622	5337	9 238	8 500 (est.(4))	10 349
b) Bourgs Mutengene	115	732	-	3 378	6 432
Muéa	275	881	-	2 165	3 500 (est.(4))
Ekona Mbenge	218	998	-	2 962	3 552
Likomba	243	1793	-	1 702	2 229
c) Villages <u>Timber Road</u> (3)	301	574	-	4 830	5 223
Mondoni	135	379	-	756	1 514

(1) Limbe et Middle Farm exclus

(2) Définition 1976

(3) 10 villages

(4) Estimation

TABLEAU IX

Les réserves bakweri selon l'importance des immigrants (en % du total des hommes adultes) (Source: rapport Bridges, 1948)

Moins de 25 %	Mundame (0%), Lysoka (12,7%), Membea (15,5%), Bonjongo (21,7%), Dibandja (25,0%)
25 à 50 %	Bota/Kié (48,4%), Buéa (35,7%), Muéa (31,3%), Meveo (46,1%), Soppo (41,4%)
50 à 75 %	Bolifamba (53,9%), Ebonji (58,1%), Mutengene (72,1%), Ngeme (68,3%), Victoria (52,0%)
plus de 75 %	Ekona Mbenge (84,1%), Likokî (80,0%), Mondoni (95,5%), Tiko (86,7%), Likomba (77,6%)

Mapanja (canton de Bonjongo) 242 hab. (1903), 338 (1928), 301 (1953), 260 (1968), 326 (1976).

Ekona Lelu (canton de Muyuka) 278 hab. (1928), 265 (1953), 310 (1968), 261 (1976).

Les deux exemples cités (villages « d'en haut ») sont caractéristiques de l'évolution démographique de ce type de village.

L'importance des étrangers depuis plus de 50 ans et leur origine très variée peuvent être saisies partiellement par les recensements et comptages divers (dont la liste des imposables établie sur une base ethnique grossière).

En 1929, le district de Buéa comptait 66 ethnies non originaires qui constituaient 7,7 % de la population des seuls villages bakweri et 21,7 % de l'ensemble de la population (plantations exclues).

En 1953, 62,9 % de la population des réserves bakweri étaient constitués d'étrangers (ARDENER, 1960, p. 278). Le rapport Bridges reste la source la plus détaillée sur ce point.

Le recensement de 1976 nous indique la nationalité des individus, les personnes nées à l'étranger et la population ayant changé d'arrondissement selon le lieu de résidence antérieure. Cela nous donne une idée de l'immigration étrangère et récente, non le nombre exact de *strangers* selon la définition locale : personnes n'appartenant pas aux ethnies originaires. A cette date, l'arrondissement de Victoria comptait 14,8 % de non Camerounais (96,8 % de Nigériens). 9,3 % du Fako étaient nés hors du Cameroun et 35,9 % avaient eu une résidence antérieure hors de ce département.

Le tableau X révèle la place prépondérante des Camerounais anglophones dans l'immigration du département du Fako. L'émigration en provenance de l'Ouest (Bamiléké) et du Nigeria Oriental (Ibo, Ibibio) est devenue un fait ancien. Les départements fournisseurs sont les plus proches : Meme, Manyu, Menchum et Mezam. Ces chiffres cachent toutefois la réalité : nombre de personnes ayant résidé dans

TABLEAU X

Résidence antérieure des habitants du Fako selon l'ancienneté de résidence (1976). (Source : recensement de 1976)

a) par zones géographiques	NOMBRE	%	ANCIENNETE de RESIDENCE (en %)			
			- 1 an	1 à 4 ans	5 à 9 ans	+ de 10
Nord-Ouest	20 837	36,9	10	33	25	32
Sud-Ouest	16 308	28,9	12	37	25	26
Nigéria	10 620	18,8	6	24	18	52
Littoral	3 451	6,1	18	36	17	28
Ouest	2 508	4,5	8	21	17	53
Centre-Sud	1 800	3,2	18	43	14	25
Autres Zones	904	1,6	23	44	15	18
TOTAL	56 428	100,0	10	32	23	35
b) départements fournissant plus de 2000 individus	NOMBRE	%	ANCIENNETE de RESIDENCE (en %)			
			- 1 an	1 à 4 ans	5 à 9 ans	+ de 10
Meme	8 001	14,2	13	40	25	22
Manyu	6 236	11,1	10	35	25	30
Menchum	5 219	9,2	9	33	26	32
Mezam	4 954	8,8	11	35	25	29
Momo	2 640	4,7	8	29	25	38
Ndian	2 071	3,7	10	33	27	30
Wouri	1 938	3,4	22	45	16	17
Donga et Mantung	1 893	3,4	10	30	28	32

TABLEAU XI

Composition ethnique du Fako en % de la population totale (estimation 1970)

GROUPE	MUYUKA (1)	BAKWERI (1)	TIKO (1)	VICTORIA (1)	FAKO urbain (2)	FAKO TOTAL	EVOLUTION 1950-1980
Natifs	11	49	5	22	15	18	Baisse
Bamiléké	1	2	2	-	9	5	Stabilité
Ibo	11	8	12	2	18	13	Baisse sensible
Divers Nigéria	5	3	15	23	9	9	Baisse sensible
Divers Cameroun Franc.	1	1	3	-	6	4	Hausse
Divers Cameroun Angl.	71	37	63	53	43	51	Hausse sensible

(1) Communes (Area Councils) : population rurale

(2) Villes de Muyuka, Buéa, Tiko, Victoria

la Meme n'y sont pas nées et n'ont fait qu'y passer aboutissant ensuite au Fako.

La composition ethnique du Fako telle qu'elle est donnée dans le tableau XI est au mieux un instantané d'une situation mouvante. Arrivées, départs, installations de durée variable contribuent à modifier la place respective de chaque groupe.

L'expansion des plantations dans les années cinquante a mobilisé les immigrants venus des Grass-

fields, l'inflation des postes administratifs, ceux de l'outre-Mungo. La dernière décennie marquée par une pause dans la création d'emplois dans l'administration et les plantations et par un déclin des fonctions des villes a réduit l'immigration lointaine (Nigeria, Cameroun francophone).

Le taux de masculinité qui atteignait 180 en 1953 (170 en 1931, 160 en 1921) s'est abaissé à 123 en 1964 et à 114 en 1976 pour l'ensemble du Fako. C'est dire

que le nombre de femmes a augmenté relativement, traduisant ainsi une certaine stabilisation de l'immigration.

Les trajectoires migratoires, les retours au pays, toute la turbulence du facteur migratoire ne peuvent être saisis par des enquêtes statistiques du type recensement. Les diverses strates de migrants ont marqué la région de leur empreinte et l'immigration, à ce niveau d'importance, a eu des conséquences variées et souvent néfastes sur la démographie, l'économie et le paysage du Fako. Surmasculinité générale à l'origine du développement de la prostitution et explication possible du faible taux de fertilité des femmes bakweri, enjeu de la compétition sexuelle et matrimoniale. Attrait des spéculations agricoles à rentabilité rapide et des emplois salariés par des gens pressés de gagner de l'argent, d'où compétition pour la terre, les aides et crédits de l'État, pour se loger tant en ville que dans les campagnes, tous les moyens étant utilisés (de la délinquance, à la procédure qui n'en finit pas). Tout cela accentue les clivages traditionnels entre groupes ethniques à plus ou moins forte solidarité, et permet l'émergence d'une classe possédante qui ne renie pas ses origines ethniques tout en adoptant de nouveaux comportements. Le coût de la vie augmente pour tous, l'offre étant inférieure à la demande dans beaucoup de secteurs.

Le paysage urbain comme rural porte les stigmates de ces luttes et de la précarité de l'installation des immigrants : délabrement général de l'habitat dans les zones « squattérisées » ou les terres *freehold* (1), champs, plantations et voies d'accès à l'abandon, villes et villages aux équipements collectifs précaires faute d'entraide collective et de crédits de l'État.

Au plan psycho-sociologique enfin, on note agressivité, hargne et envie qui se traduisent par les multiples procès au tribunal coutumier (*court*) où, pour un oui ou pour un non, se donne libre cours la chicanerie procédurière anglophone. On s'en remet à l'État plus qu'ailleurs où le Développement Communautaire est une réalité, et le regard ne voit plus l'environnement sinistre que le climat ne contribue pas à égayer. Les hommes tournent le dos à la mer laissée aux pêcheurs nigériens et aux riches Européens et Africains de Douala qui construisent des cabanons sur les bords des magnifiques criques de la *West Coast* contribuant ainsi à la spéculation et à la pollution.

LA DÉFAILLANCE DÉMOGRAPHIQUE

Le déclin de la population bakweri a été constaté depuis longtemps. Ceci s'est traduit par la disparition

de villages et la diminution de certains autres qui n'ont pas reçu un flot suffisant d'immigrants. L'exode rural des hommes et des femmes autochtones vers les villes et les bourgs n'explique pas tout. L'accroissement naturel serait relativement plus faible qu'ailleurs et s'expliquerait par un faible taux de fécondité plutôt que par une mortalité élevée.

L'enquête démographique de 1964 nous apprend que les groupes côtiers se distinguent à la fois par une fécondité très faible et une stérilité très forte. Le nombre moyen d'enfants nés vivants par femme était de 2,8 contre 3,3 pour l'ensemble de la région. 17,8 % des femmes de plus de 50 ans n'avaient jamais eu d'enfants (6,7 % pour le Cameroun anglophone). Pourtant, l'encadrement sanitaire du département a toujours été assez développé et le taux de mortalité générale reste le plus faible de la région.

Une enquête menée par ARDENER en 1957 auprès de 1 062 femmes de Bonjongo, Lysoka, Buéa et Membea apporte des précisions sur les raisons de ce faible taux de fertilité des femmes. Il relie ce problème à l'instabilité matrimoniale : les femmes bakweri contractent en moyenne deux unions chacune. 82 % des unions contractées étaient légitimes, le concubinage représentait 9,5 % des cas, la prostitution occasionnelle 7,6 %. Le divorce ou la séparation sont intervenus dans 43,9 % des unions. Il faut ajouter à cela l'importance des mariages inter-ethniques : 15,7 % pour les groupes côtiers selon l'enquête de 1964. Le système matrimonial bakweri favoriserait-il cette instabilité dans le contexte du Fako caractérisé par l'afflux d'un grand nombre d'hommes célibataires libérés des contraintes habituelles du village et disposant de ressources monétaires ?

Le faible niveau de la dot n'est pas dissuasif et les femmes bakweri n'ont pas le comportement de l'époque précoloniale ; liberté sexuelle non sanctionnée, possibilité de divorcer à leur initiative. Inutile de s'étendre sur le relâchement des mœurs rappelé constamment dans les rapports britanniques aux instances internationales qui traduit le triomphe de l'individualisme sur l'esprit de groupe. Le problème du remboursement de la dot par les parents à l'ex-époux ne constitue plus un frein à la volonté des femmes de divorcer, traduisant la faible autorité de ceux-ci sur elles. Cette évolution de la condition féminine n'est pas appréciée des hommes bakweri qui réagissent en incriminant les étrangers et notamment les Ibo, riches et sûrs d'eux.

Il n'est pas démontré qu'il s'agisse de la seule raison de la faible fécondité des femmes bakweri. Généralement, l'incidence des maladies vénériennes

(1) Il s'agit de terres attribuées en pleine propriété par les Allemands à quelques autochtones ayant rendu des services.

est avancée. La plupart des observateurs notaient l'importance de ces maladies dès les années vingt et l'on connaît leur influence sur le taux de stérilité des femmes. Le contexte local ne pouvait que favoriser l'expansion de ces maladies : mixage ethnique, déficit en femmes, liberté sexuelle plus grande qu'ailleurs, prostitution occasionnelle.

Au total, la défaillance démographique bakwéri, aux causes complexes et difficiles à saisir, traduit en fait une inadaptation de la société à l'impact colonial qui a modifié les rapports hommes/femmes de manière irréversible. Les mesures administratives — manipulation du niveau de la dot, contrôle de la prostitution et des maladies vénériennes, limitation des facilités à divorcer — qui ont été souvent avancées, si tant est qu'elles puissent être strictement appliquées, ne permettraient certainement pas un redressement de la situation. Au fond, l'homme bakwéri a perdu deux choses essentielles : le contrôle de la terre et des femmes, qui lui ont échappé au profit des plantations industrielles et des immigrants.

L'ÉCHEC DE LA BAKWERI COOPERATIVE UNION OF FARMERS (B.C.U.F.) 1952-1973

A observer le comportement du peuple bakwéri face aux diverses agressions du monde moderne, on ne peut manquer de relever l'absence totale de réaction à l'adversité si l'on met à part l'investissement éducatif. Avec la mise sur pied d'une coopérative « bakwéri » dans les années cinquante, on perçoit tout de même une tentative pour relever le défi. Comme le dit Sh. ARDENER (1958, p. 24) : « In an area where, to describe the people, the words 'apathetic' and even 'degenerate' were once bandied about, the credit for the establishment and rapid expansion of the banana cooperatives must go largely to members of indigenous tribe. »

La culture bananière fut introduite dans la plaine de Tiko en 1907 par l'*Afrikanische Frucht A.G.* Une filiale de la *United Fruit, Elders and Fyffes* obtint, de 1930 à 1967, le monopole du transport et de l'exportation des bananes. La C.D.C. exportait en 1949 près de 49 000 t de bananes fraîches, mais dès 1939, la banane est apparue comme une culture commerciale très rentable, d'où l'engouement pour cette culture après-guerre.

La naissance de la Bakwéri Cooperative Union of Farmers Ltd, le 12 juin 1952, se réalisa grâce à la conjonction de volontés politiques complémentaires : celle de la C.D.C. nouvellement créée et celle d'E.M.L. ENDELEY à la fois leader du mouvement nationaliste du Cameroun britannique et membre du conseil d'administration de la C.D.C. Le souci de s'assurer une clientèle fidèle des membres de son ethnie et de se constituer un trésor de guerre pour son parti ne fut

sans doute pas étranger à ce dernier. Le gouvernement colonial, aux prises avec la revendication foncière bakwéri, particulièrement violente à cette époque, appuya cette initiative via le département des coopératives. Un contrat entre la C.D.C. et la B.C.U.F. permit à cette dernière d'écouler la production coopérative de 1952 à 1957. Ce fut *Elders and Fyffes* qui se substitua à la C.D.C. de 1957 à 1966.

Réservée aux seuls autochtones, la coopérative s'ouvrit aux immigrants et à des sociétés créées dans la région de Kumba dès 1954. En 1957-58, il n'y avait que 6 Bakwéri parmi les 14 personnes dirigeantes de l'union.

Le développement des exportations et des adhésions a été spectaculaire en l'espace de 10 ans de 1952 à 1963, date à laquelle le marché protégé britannique se ferma aux bananes camerounaises.

Le déclin brutal de la production intervient dès 1963-64.

Sur le plan de l'organisation, les sociétés villageoises (Cooperative Primary Marketing Societies (C.P.M.S.) avec leur comité élu et un petit capital social, assurent la collecte en temps utile du quota qui leur est alloué en faisant un contrôle de qualité, prévoient les nouvelles plantations, paient les régimes achetés et les primes et ristournes, assurent la vente des moyens de production agricoles et jouent le rôle de caisse d'épargne. L'ensemble de ces opérations ne peut s'effectuer correctement que grâce à un encadrement permanent du département des coopératives et de la direction de la B.C.U.F., ce qui limita les risques de l'autogestion villageoise.

Les problèmes auxquels se heurta la B.C.U.F. furent nombreux et contribuèrent pour une part à son échec. Les maladies du bananier (maladie de Panama, de Sigatoka et du « bout de cigare ») devaient obliger les producteurs à changer de cultivar, la variété Gros-Michel étant trop sensible, et à utiliser certains produits chimiques et de nouvelles techniques. La reconversion bananière n'était pas techniquement évidente pour le petit agriculteur. d'autant moins qu'elle devait se combiner avec un nouveau type de conditionnement en cartons. Les facteurs politiques firent échouer le tout.

Les rendements des bananeraies villageoises représentaient 1/3 de celui des plantations industrielles, l'entretien insuffisant, l'expansion des maladies, la non-reconstitution de la fertilité des sols expliquant ces résultats. Il n'en reste pas moins que le faible coût de production a permis leur expansion dans le cadre des exploitations paysannes mais avec la participation de nombreux citadins, fonctionnaires et commerçants. Nombreux étaient les planteurs qui utilisaient de la main-d'œuvre salariée. Plusieurs exploitants se groupaient enfin, pour ne payer qu'une adhésion à la B.C.U.F., notamment les Ibo.

En 1957-58, près de 300 000 livres sterling furent

TABLEAU VII

La croissance de la BCUF Ltd. (Source : BCUF et département des coopératives du Fako)

a) EXPORTATIONS BANANIERES			
1952-53 : 8 000 régimes	1958-59 : 1 091 000	1964-65 : 1 329 483	
1954-55 : 36 000 "	1959-60 : 1 397 462	1965-66 : 836 400	
1955-56 : 85 000 "	1961-62 : 1 522 407	1966-67 : 120 960	
1956-57 : 248 000 "	1962-63 : 1 751 561	1967-68 : 203 400	
1957-58 : 504 000 "	1963-64 : 1 713 720	1968-69 : 219 000	
b) L'EXPANSION du MOUVEMENT COOPERATIF dans le FAKO			
1954-55 : 8 sociétés	560 adhérents	1962-63 : 29 sociétés	4 210 adhérents
1955-56 : 12 "	912 "	1963-64 : 29 "	4 210 "
1956-57 : 15 "	1 155 "	1964-65 : 30 "	4 457 "
1957-58 : 18 "	1 160 "	1965-66 : 31 "	4 736 "
1958-59 : 22 "	2 870 "	1966-67 : 30 "	4 436 "
1959-60 : 24 "	3 180 "	1967-68 : 30 "	4 668 "
1960-61 : 24 "	3 180 "	1968-69 : 33 "	6 000 "
1961-62 : 26 "	3 927 "		

déversées dans les villages et se traduisirent par une transformation de l'habitat et une élévation générale du niveau de vie.

La figure 4 montre la production de bananes en pays bakweri en 1960. La route Muyuka-Munyenge produit 40 % du total. Viennent ensuite les secteurs d'Ekona Mbenge (19 %), Muéa (11 %), Bonjongo (10 %), Victoria (9 %), Mutengene (6 %) et Buéa (5 %). La géographie des bananeraies est liée au réseau routier, à la qualité des sols et à la disponibilité de terres.

En fin de compte, le succès de la B.C.U.F. reposait sur l'existence d'un marché stable et rémunérateur (marché britannique protégé : +15 % au-dessus du marché mondial) sur la monoculture bananière (pas d'alternative préparée), sur des exploitations agricoles techniquement peu efficaces et un appareil administratif pas toujours efficient.

Le démantèlement de la B.C.U.F., fragile construction économique, fut la résultante d'une politique économique favorable aux producteurs industriels francophones. Les étapes de l'effondrement de la B.C.U.F. furent les suivantes :

- septembre 1963 : la Grande-Bretagne retire aux bananes de l'ex-Cameroun britannique la préférence impériale attribuée à la Jamaïque ;
- 1963-1966 : ventes des bananes du Cameroun anglophone à l'Italie et à la Grande-Bretagne à des prix peu rémunérateurs ;
- 1967 : — adoption du conditionnement des bananes en cartons,

— 1^{er} rapport I.F.A.C. (1) sur la reconversion bananière condamnant les coopératives du Cameroun Occidental malgré l'opposition anglophone,

— les francophones concèdent, à la faveur d'une baisse de la production dans le Moungo une part du marché français aux anglophones à un cours très faible (12 000 t).

Ces éléments ont été déterminants dans la fin de la B.C.U.F. : la reconversion bananière ne peut démarrer qu'en 1972, le F.E.D. ayant rejeté le premier projet ; et elle se fit par le biais d'une société de développement, l'Office Camerounais de la Banane, contrôlé par des technocrates francophones, partisans des plantations industrielles.

En 1968 également, les petits planteurs du Moungo cessaient toute activité bananière. Il faut ajouter enfin que la reconversion bananière a été conduite de telle manière que les résultats, 8 ans après, sont douteux tant du point de vue social (le plus grave) qu'économique.

Entre 1966 et 1972, la B.C.U.F. Ltd avait accumulé 85 millions de F CFA de pertes et n'avait que maigrement réussi à implanter les cultures du cacao (383 t) et du café (220 t). Elle fut donc démantelée pour donner naissance à deux unions de coopératives ; *Muyuka Area Cooperative Union* (1972) et *Victoria Area Cooperative Farmers Association* (1973), M.A.-C.U. et V.A.C.F.A. qui ont repris les activités de la B.C.U.F. concernant les cultures arbustives et tentent d'en restaurer les profits.

La fin de la B.C.U.F. coïncide avec celle de l'État fédéré du Cameroun Occidental. Le mouvement

(1) Institut Français des Agrumes Coloniaux devenu depuis IRFA (institut du G.E.R.D.A.T.).

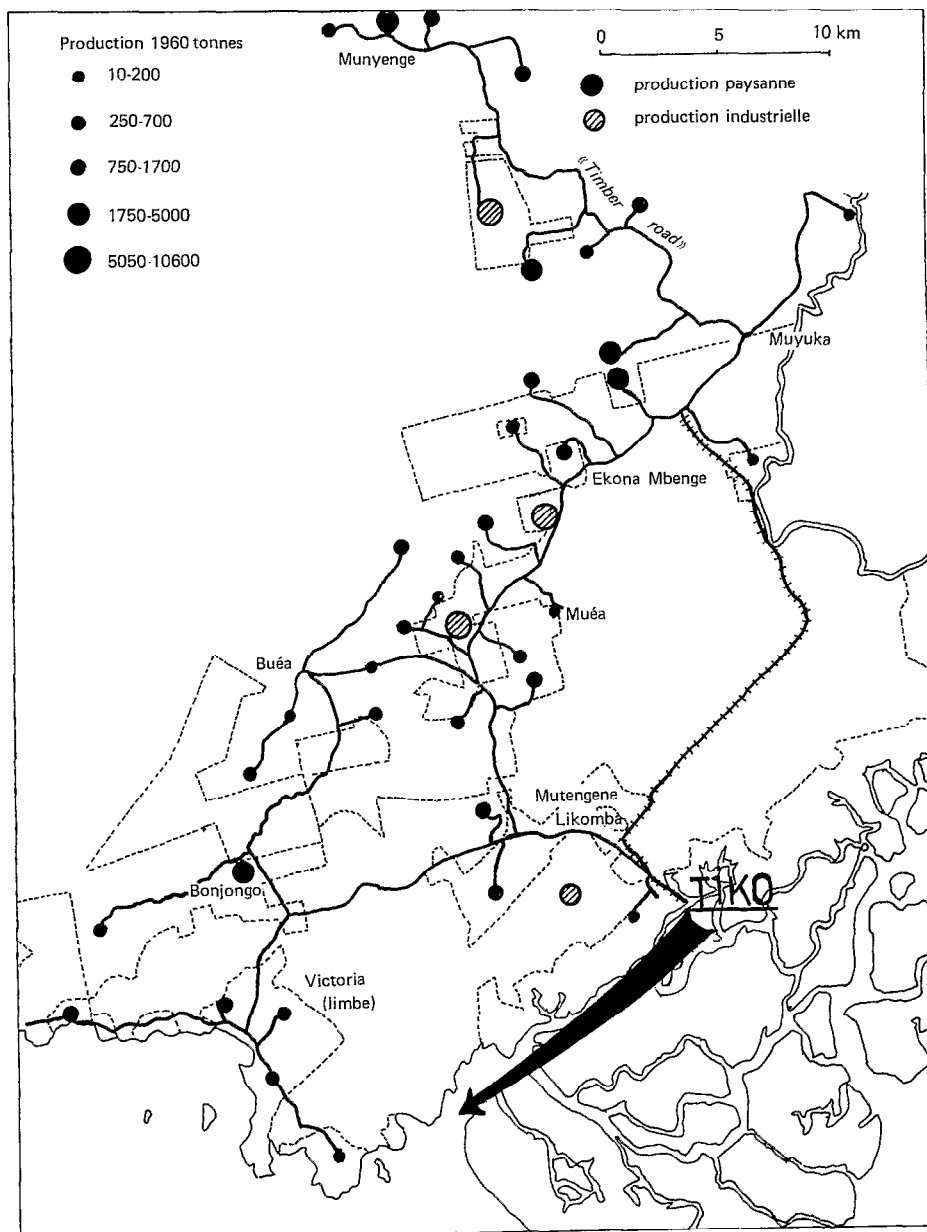


FIG. 4. — La zone bananière à son apogée

coopératif anglophone est désormais encadré plus étroitement par l'État central qui lui fixe son assiette géographique, ses règles de fonctionnement, lui donne le monopole de la commercialisation et en fait une caisse de crédit agricole. L'influence bakwéri est insignifiante dans les deux nouvelles coopératives qui tentent de sortir le Fako du marasme économique consécutif à l'arrêt de la monoculture bananière. La bataille n'est pas gagnée au terme de 5 ans d'expérience. Le nombre de coopérateurs s'accroît ainsi que la production mais de manière plus lente

qu'entre 1952 et 1960. Le café *Robusta* et le cacao sont devenus rémunérateurs depuis quelques années. Parallèlement les coopératives vivrières de Buéa et de Victoria végètent. Or, la vente des produits vivriers pourrait devenir rentable dans le contexte local si le stockage, le transport et le réseau de vente étaient bien organisés, ce qui semble difficile.

Que reste-t-il du sursaut économique bakwéri des années cinquante? Un grand découragement et une certaine amertume vis-à-vis des technocrates francophones.

TABLEAU XIII
Les coopératives du Fako (1973-78)

		1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79
Cacao Commercialisé	VACFA	329	281	482	455	531	?
	MACU	434	292	605	427	631	?
Tonnes	TOTAL	763	573	1087	882	1162	?
Café Commercialisé	VACFA	235	346	191	365	144	?
	MACU	292	681	309	855	631	?
Tonnes	TOTAL	527	1027	500	1220	775	?
Profits Millions de	VACFA	4,2	5,0	5,1	6,8	?	?
	MACU	4,1	9,0	2,3	9,5	14,3	?
F cfa	TOTAL	8,3	14,0	7,4	16,3	?	?
Adhérents	VACFA	178	441	552	658	832	875
	MACU	?	893	?	?	?	1630
	TOTAL	?	1334	?	?	?	2505
Prêts du FONADER (1)	VACFA	-	-	21	132	-	-
	MACU	-	-	20	-	142	-
Bénéficiaires	TOTAL	-	-	41	132	142	-

(1) Fonds National de Développement Rural (crédit agricole).

Un peuple éliminé de la scène politique

Tout au long de notre analyse des problèmes bakweri, nous avons souligné les relations étroites que ceux-ci avaient avec le domaine politique, que ce soit sous la colonisation ou depuis l'indépendance. Éviter d'aborder ce domaine, ce serait finalement évacuer ce qui structure et sous-tend l'ensemble de la question de près ou de loin. La montée en première ligne des Bakweri lors de la revendication nationaliste liée pour eux au problème foncier, la collaboration d'ENDELEY au premier gouvernement du Cameroun anglophone, le rattachement du mandat britannique au Cameroun ex-français désapprouvé par les Bakweri, et ses conséquences sur l'activité économique, autant d'éléments qui montrent le poids des politiques — hommes et options — sur le destin bakweri.

LES FILS DE NOTABLES ET L'ÉVEIL DU NATIONALISME

A l'origine de l'éveil du nationalisme dans le Cameroun sous mandat britannique se trouvent les premiers intellectuels issus des écoles, en contact avec les leaders nigériens du mouvement. Parmi eux,

deux Bakweri, originaires de Buéa, furent parmi les premiers à déclencher le mouvement politique qui allait déboucher sur l'indépendance : P. M. KALE, maître d'école à Lagos, et E. M. L. ENDELEY médecin, son cousin. Usant de groupes confraternels regroupant l'élite bakweri dans la *Cameroons Welfare Union* (1939-40), la *Bakweri Improvement Union* (1944), la *Cameroons Youth League*, ils s'intégrèrent aux côtés d'AZIKIWE au *National Council of Nigeria and the Cameroons* (N.C.N.C.) en 1944 en vue d'obtenir une place dans les premières instances législatives régionales. Ils réussirent jusqu'en 1953 à regrouper aussi bien des personnes de Bamenda que de Kumba, et ces associations d'intellectuels et de notables locaux servaient de lieu de discussion, ce qui amena, à la fois, une prise de conscience anticolonialiste et des divergences sur le futur du Cameroun britannique, tenté à la fois par le Nigeria dont l'élite partageait la culture et les comportements, et le Cameroun français avec qui il avait des liens historiques et ethniques très puissants.

En pays bakweri, dès 1946, le *Bakweri Land Committee* fut constitué en vue de faire valoir les droits des Bakweri sur les terres expropriées par les Allemands et que la puissance tutélaire s'appropriait

à confier à une société de développement. Pétitions auprès du Secrétaire aux Colonies et auprès des Nations Unies n'empêchèrent pas les Britanniques de créer, par l'ordonnance n° 39 de 1946, la *Cameroons Development Corporation*, chargée de gérer les terres pour le bien de l'ensemble des Camerounais sous mandat britannique. ENDELEY s'introduisit dans l'appareil de la C.D.C. comme leader du syndicat et comme membre du conseil d'administration. Sa position, particulièrement forte, lui permit en 1952, d'amener la C.D.C. à soutenir la Bakweri Cooperative Union of Farmers Ltd qu'il avait lancée. L'action du groupe de pression bakweri obligea la puissance mandataire à étudier le problème foncier bakweri, publié sous le nom de rapport Bridges en 1949. Les paysans bakweri furent amenés à considérer ENDELEY comme un homme providentiel, ardent défenseur de leurs intérêts. Il put donc s'appuyer sur eux politiquement, et financièrement sur la B.C.U.F. dont il resta le président jusqu'à la fin. A partir de ce tremplin, ENDELEY apparut, aux yeux des Britanniques en quête de cadres politiques dans la perspective de la réunification avec le Nigeria, comme l'homme qui montait, à ménager.

Sans entrer dans le détail du processus de décolonisation britannique qui tendait avec une lenteur calculée à mettre en place un pouvoir législatif régional de plus en plus ouvert aux leaders locaux, nous nous bornerons à constater la naissance de stratégies différentes parmi les leaders camerounais et notamment les Bakweri. Les lignes de rupture se sont situées sur plusieurs points : rapidité de la mise en place d'un pouvoir régional camerounais, devenir du Cameroun ex-britannique par rapport à ses voisins. La place des Nigériens (Ibo notamment) dans le Cameroun britannique, la rébellion U.P.C. au Cameroun français où un dispositif répressif se mettait en place (méthodes des gendarmes notamment), les sentiments de parenté culturelle avec les populations proches du Cameroun français, tout cela a pesé sur les choix des leaders et des populations.

En 1953, à la suite de la dissolution de la Chambre des Députés du Nigeria Oriental, ENDELEY et KALE développèrent une analyse différente, le premier souhaitant l'autonomie immédiate du Cameroun Méridional, le second, la poursuite de son rattachement au Nigéria Oriental par solidarité avec les nationalistes nigériens. Ils constituèrent donc deux partis différents, le *Kamerun National Congress* d'ENDELEY et le *Kamerun People's Party* de KALE qui fusionnèrent en 1960 pour combattre le *Kamerun National Democratic Party* de J. N. FONCHA, partisan de la réunification immédiate avec le Cameroun

français et appuyé par les gens des *Grassfields* et de *Mamfé*.

LE « RÉGNE » ET LES FLUCTUATIONS D'E.M.L. ENDELEY

Dans les années cinquante, ENDELEY avait réussi à apparaître à la fois comme le leader le plus important du Cameroun anglophone, à se constituer une clientèle (coopératives, syndicats, fraternités tribales) et à disposer d'un pouvoir financier grâce à la B.C.U.F. Ltd. Il fut à l'origine de mouvements et partis nationalistes et leur porte-parole : *Cameroons Federal Union* (1947-49), *Cameroons National Federation* (1949-51), *C.D.C. Worker's Union* (1947-50), *Kamerun National Congress* (1953-60), *Cameroon Peoples National Congress* (1960-66). Sa chute en 1959, dont il ne se relèvera pas, découle à la fois de ses fluctuations pour ce qui est de ses options politiques et de sa séparation en 1955 d'avec les leaders des *Grassfields*. Partisan de la réunification en 1949 et de l'autonomie administrative du Cameroun Méridional, il défend en 1958 l'idée qu'il n'y a pas d'urgence à unifier les deux Camerouns, et lors du plébiscite de 1961, prône l'option 1 (indépendance dans la Fédération du Nigeria). KALE fut le seul leader à parler d'indépendance pure et simple : l'O.N.U. ne retint pas cette possibilité (Pourquoi?). Ce furent les partisans de la réunification avec le Cameroun qui triomphèrent avec 70 % des voix. Le pays bakweri apportera majoritairement son soutien au rattachement avec le Nigeria.

Avec le recul actuel, on peut se demander pourquoi ENDELEY sous-estima à la fois le poids démographique de la région de Bamenda et le sentiment anti-Ibo. Le K.N.D.P. de FONCHA fut-il un « fédérateur malgré lui » (1)? L'évolution de la situation politique et économique qui a abouti à l'unification de mai 1972, était-elle prévisible et souhaitée? Le rapport Phillipson (1959) ne concluait-il pas que le Cameroun sous tutelle britannique n'était pas viable comme État indépendant (la Gambie l'était-elle plus?) et qu'il était créancier vis-à-vis de la fédération du Nigeria? Il ne fait pas de doute que l'ensemble de la population craignait à la fois l'esprit jacobin des francophones et leur facilité à réprimer, craintes que l'avenir a justifiées. Beaucoup auraient sans doute préféré la souveraineté pendant un certain temps avant la réunification négociée, les élites ayant acquis l'expérience du pouvoir. L'alternative imposée par le colonisateur britannique et les Nations Unies contribua à opposer les leaders, à leur faire prendre des positions extrêmes. En fait, FONCHA, le vieil adversaire d'ENDELEY, fut lui-même éliminé — avec les honneurs — en 1970.

(1) BENJAMIN, 1972 : 101.

La stratégie politique d'ENDELEY dans le Cameroun fédéral sous la férule de Yaoundé ne pouvait qu'être suicidaire pour la population bakweri et nous l'avons vu au niveau économique avec le B.C.U.F. La division des Bakweri entre deux tendances n'était pas de bon augure face à la détermination des hommes des *Grassfields* unis dans le K.N.D.P. Échec d'un homme, d'une stratégie politique et d'un peuple.

LE REFLUX DE L'ÉLITE BAKWERI

Dans l'État fédéral, puis l'État unitaire, les Bakweri perdirent progressivement les positions acquises lors du « règne » d'ENDELEY entre 1954 et 1959. En 1980, il vaut mieux être directeur de l'agriculture à Buéa que « conseiller technique » à Yaoundé en terme de pouvoir et non de rémunération. N'étant plus dans les coulisses du pouvoir, et perçus comme peu favorables, ils ne figurent que marginalement dans la technostructure qui gouverne le pays. Ils ne sont donc pas en mesure de peser sur les décisions concernant le devenir du département du Fako, qu'il s'agisse des infrastructures (routes, port en eau profonde), des projets de développement rural (*Small holders' schemes*, coopératives), ou industriel (raffinerie de la pointe Limboh). La présence dans l'équipe gouvernementale actuelle de Yaoundé d'une Bakweri, vice-Ministre de l'Éducation a-t-elle pesé dans le choix de mile 17 pour l'installation d'un centre universitaire à la vocation mal définie? Ce n'est pas certain.

La marche vers l'unification des partis fut l'occasion pour ENDELEY et son parti, le *Cameroon People National Congress* (C.P.N.C.) de chercher à se placer avantageusement dans le parti gouvernemental et de contrer son rival FONCHA, peu porté à accélérer un processus niant la personnalité anglophone. Le C.P.N.C. obtenait encore 25 % des suffrages exprimés en 1964. En fait, l'*Union Camerounaise* ne s'appuya pas sur le C.P.N.C., mais sur une fraction des dirigeants du K.N.D.P. pour contraindre ce parti et son leader à constituer le parti unifié voulu par Yaoundé. S'appuyant sur les rivalités entre anglophones, Yaoundé put éliminer les « particularistes » de la scène politique, créer un parti unique et un syndicat unique, et la mutation constitutionnelle de 1972, sans soulever d'objection officielle bien que l'électorat n'ait eu guère d'autre choix qu'entre « le yes et le oui », selon la formule anglophone.

Aujourd'hui, tout le monde se retrouve dans le parti gouvernemental dont le rôle est purement instrumental dans un régime présidentiel reposant sur une bureaucratie tentaculaire. Mieux vaut être dans la technostructure centrale, là où l'on fait des choix « techniques » que bien placé dans le parti pour défendre les intérêts locaux. L'influence des personna-

lités locales se mesure à leur allégeance au régime, c'est dire le peu de poids dont peuvent disposer les Bakweri. Les faits de résistance sont rares, mises à part les grandes grèves régulières de la C.D.C. pour des motifs corporatistes.

La fragilité du régime, toutefois, trop lié à la personnalité présidentielle, ne permet pas d'ébaucher, tant soit peu, l'avenir dans un pays aussi diversifié et particulariste. Les découvertes pétrolières dans l'arrondissement de Bamusso n'ont peut-être pas été étrangères à la décision de 1972 et modifient la situation de la région du point de vue de sa viabilité économique. Verra-t-on les Bakweri à nouveau sur le devant de la scène? Rien n'est moins certain, à supposer que les conditions de leur résurgence soient réunies. Un peuple en déclin démographique et économique, aux élites âgées, peut-il faire preuve de dynamisme pour s'imposer au plan politique?

Conclusion

Le peuple bakweri s'est résigné à ne plus jouer un rôle dans le département du Fako depuis une décennie et il a choisi de se fondre dans l'anonymat. Il n'y a plus d'espace bakweri, plus de société structurée, dynamique, en mesure de conserver et de défendre son identité. Marginalisé par le choc colonial, directement par la prise de ses terres, indirectement par l'invasion d'immigrants étrangers, il a tenté de réagir au plan politique et économique grâce à une élite anciennement éduquée qui l'a mené à l'échec.

Les Bakweri furent pris en sandwich entre des forces plus puissantes : délaissés par les Britanniques dont ils avaient adopté le style de vie (un vernis) ils furent rejetés par les *Grassfields* et les francophones sur des positions économiques et politiques sans issue. Ils ne tirèrent pas avantage des opportunités économiques créées par leur rattachement au Cameroun francophone, comme les régions de Kumba et de Bamenda, en raison de leur apathie économique et de leur déclin démographique.

Mis en marge par la poigne de fer germanique, se sont-ils enfermés volontairement dans une dialectique de l'échec? Il y a sans doute dans leur conscience collective des éléments justifiant cette thèse. L'élite bakweri, peut-être trop anglicisée, pas assez proche des villages, s'est aventurée dans des jeux parlementaires de type britannique qui ne la préparaient pas à affronter des adversaires coriaces s'appuyant, soit sur le nombre et une tradition vivante (les *Grassfields*), soit sur une expérience de guerre civile (les francophones). Elle a laissé la population autochtone se dissoudre dans le « melting-pot » du Fako abandonnant bien de ses caractères traditionnels au bénéfice d'une sous-culture que symbolisent parfaitement l'usage du pidgin-english (Wes Kos) et l'émer-

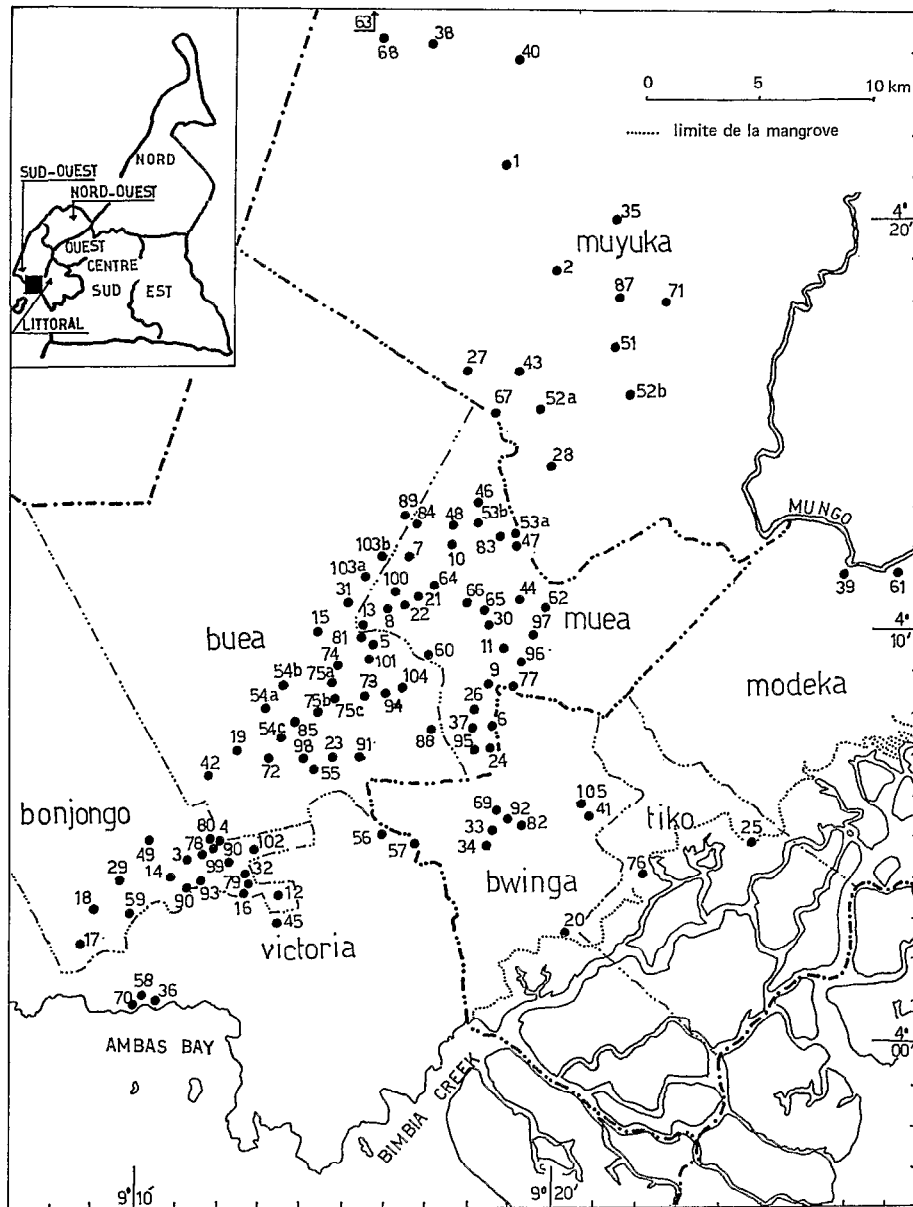


Fig. 5. — Carte-repère des villages bakweri

gence d'une société de classe, mais qui n'a pas atteint le stade d'une société moderne avec ses règles et ses normes, et qui n'existe encore que par ses déviances sociales et écologiques. Il n'est sans doute pas aventuré d'estimer que les liens collectifs de l'ethnie soient suffisamment disjoints pour qu'une reprise en main soit possible par des éléments dynamiques.

Encadré par l'administration émanant du pouvoir central, le devenir du Fako dépend étroitement de Douala, la métropole économique, qui domine

l'activité de la région. La classe dirigeante de celle-ci, entreprises françaises et bourgeoisie bamiléké, a moins que Yaoundé (et ce n'est pas peu dire) le souci des particularismes locaux. La centralisation économique se réalise à grande vitesse, sans heurt ni protestation, en laissant faire simplement les lois du marché.

*Manuscrit reçu au Service des Éditions de l'O.R.S.T.O.M.
le 20 octobre 1982.*

ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

Anthropologie, sociologie

- ARDENER (E. W.), 1956. — *Coastal Bantu of the Cameroons*. Ethnographic Survey of Africa, International African Institute, O.U.P., London, 116 p.
- ARDENER (E. W.), ARDENER (Sh.), WARMINGTON (W. A.), 1960. — *Plantation and Village in the Cameroons: some Economic and Social Studies*. Oxford University Press, Nigerian Institute of Social and Economic Research, London, XXI+435 p.

Démographie

- ARDENER (E. W.), 1962. — *Divorce and Fertility: an African Study*. Oxford University Press, Nigerian Institute of Economic and Social Research, London, 171 p.
- DURUPT (M. J.), HOLIN (F.), TURLOT (F.), 1969. — *La population du Cameroun Occidental: résultat de l'enquête démographique de 1964*. Service de statistique générale (Cameroun), INSEE département de la coopération (France), Paris, 3 vol., 295+352+31 p.
- Bureau Central du Recensement, 1978. — *Recensement général de la population et de l'habitat d'avril 1976, vol. 1, tome 3: Sud-Ouest*. Ministère de l'Économie et du Plan, Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale, Sopecam, Yaoundé, 314 p. (pp. 241-314).
- Department of Statistics Nigeria, 1954. — *Population Census of the Eastern Region of Nigeria. Bulletin n° 5, Eastern Region, Cameroons Province*. The Government Statistician, Lagos, 30 p.

Économie

- ARDENER (Sh.), 1958. — *Banana Cooperatives in the Southern Cameroons in: Conference proceedings, serie 6, West African Institute of Social and Economic Research, Ibadan, pp. 10-25, multigr.*
- BEDERMAN (S. H.), 1968. — *The Cameroons Development Corporation: Partner in National Growth*. Cameroons Development Corporation, Victoria-Bota, 80 p.
- LECOQ (J.), 1972. — *L'évolution de l'économie bananière au Cameroun. Fruits, vol. 27, n° 10: 677-696.*

Géographie humaine

- COURADE (G.), 1972. — *L'espace urbain de Buea: essai de géographie sociale in: la croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar*. Paris, C.N.R.S., tome 1: 475-492.
- COURADE (G.), 1975. — *Atlas Régional Ouest 1*, ONAREST-ISH/O.R.S.T.O.M., Paris-Yaoundé, 191 p., 12 cartes h-t.
- COURADE (G.), 1978. — *Victoria-Bota: croissance urbaine et immigration. Travaux et documents de l'O.R.S.T.O.M., n° 105, 125 p.*

GUILLAUME (G. M. D.), BEDERMAN (S. H.), 1967. — *Subsistence Activity in Five Villages on and around Mount Cameroon in Victoria Division*. Georgia State College Research Paper n° 14, Atlanta, 33 p.

O.R.S.T.O.M., section de géographie, 1973. — *Dictionnaire des villages du Fako*. O.R.S.T.O.M., Centre de Yaoundé, 71 p. multigr., 1 carte h-t.

Histoire

- COURADE (G.), COURADE (G.), 1978. — *L'école du Cameroun anglophone: de l'école coloniale à l'école nationale. Revue Tiers-Monde, tome 19, n° 76, oct.-déc. 1978: 743-769.*
- DELANCEY (M. W.), 1974. — *Plantation and Migration in the Mount Cameroon Region, in: Kamerun Strukturen und Problem der Sozio-Ökonomischen Entwicklung*, Illy (H.) ed. Hase und Koehler Verlag Mainz: 181-236.
- MICHEL (M.), 1970. — *Les plantations allemandes du mont Cameroun (1885-1914). Revue française d'histoire d'Outre-Mer, tome LVII, n° 207: 183-213.*

Milieu naturel

- GEZE (B.), JEREMINE (E.), 1943. — 1. *Géographie physique et géologie du Cameroun Occidental*. 2. *Contribution à l'étude pétrographique du Cameroun Occidental. Mémoire du Muséum d'Histoire Naturelle, nouvelle série, n° 17, Paris, 320 p.*
- HASSELO (H. N.), 1961. — *The Soils of the Lower Eastern Slopes of the Cameroon Mountain and their Suitability for Various Perennial Crops*. H. Veenman en zonen N. V. Wageningen, 67 p.
- LEFÈVRE (R.), 1967. — *Aspects de la pluviométrie dans la région du mont Cameroun. Cah. O.R.S.T.O.M., sér. Hydrol., vol. IV, n° 4: 15-45.*

Politique

- BENJAMIN (J.), 1972. — *Les Camerounais Occidentaux. La minorité dans un État bicommunautaire*. Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 250 p.
- KALE (P. M.), 1967. — *Political Evolution in the Cameroons*. West Cameroon Government Printer, Buea, 93 p.
- JOHNSON (W. R.), 1970. — *The Cameroon Federation. Political Integration in a fragmentary society*. Princeton University Press, Princeton, XII+426 p.

Méthodologie

- COURADE (G.), 1982. — *La signification de la situation de marginalité bakweri*. 10 p. dactyl. (à paraître dans *Topos*, Genève).

ANNEXE I

Carte-repère des villages bakweri (fig. 5)

Le nom des villages retenu est celui par lequel l'administration communale les désigne (Local Council). Ceci n'a rien à voir avec une transcription phonétique fidèle, au demeurant difficile à écrire sans l'utilisation d'un alphabet adapté. Les numéros permettent de retrouver la localisation sur les figures 5 et 2 (pp. 384 et 362).

N° VILLAGE	CANTON	RÉSERVE	N° VILLAGE	CANTON	RÉSERVE
1 — Bafia.....	Muyuka	—	53 a — Maumu Lower.....	Muea	X
2 — Bavenga.....	Muyuka	—	53 b — Maumu Upper.....	Muea	X
3 — Boana Lower.....	Bonjongo	II	54 a — Membea Bokwaongo.....	Buea	XI
4 — Boana Upper.....	Bonjongo	II	54 b — Membea Likoko.....	Buea	XI
5 — Bokoko.....	Buea	XVIII	54 c — Membea Nanga.....	Buea	XI
6 — Bokova Lower.....	Muea	I	55 — Meveo.....	Buea	XII
7 — Bokova Upper.....	Muea	IV	56 — Meveo Kulu.....	Victoria	XII
8 a — Bokwae Lower.....	Muea	IV	57 — Meveo Wokombe.....	Victoria	XII
8 b — Bokwae Upper.....	Muea	IV	58 — Mokindi.....	Victoria	III
9 — Bolifamba Lower.....	Muea	I	59 — Mokunda.....	Bonjongo	II
10 — Bolifamba Upper.....	Muea	X	60 — Molyko.....	Muea	XVIII
11 — Bomaka.....	Muea	XIV	61 — Mondoni.....	Modeka	XIII
12 — Bonadikombo.....	Bonjongo	II	62 — Mosaka.....	Muea	XIV
13 — Bonduma.....	Muea	IV	63 — Mosone.....	Muyuka	—
14 a — Bonjongo Lower.....	Bonjongo	II	64 — Muangai.....	Muea	X
14 b — Bonjongo Middle.....	Bonjongo	II	65 — Muea Lower.....	Muea	XIV
14 c — Bonjongo Upper.....	Bonjongo	II	66 — Muea Town.....	Muea	XIV
15 a — Buea Mokunda.....	Buea	IV	67 — Mundame.....	Muyuka	XV
15 b — Buea Wasingi.....	Buea	IV	68 — Munyenge.....	Muyuka	—
15 c — Buea Wondongo.....	Buea	IV	69 — Mutengene.....	Bwinga	XVI
15 d — Buea Wonyalyonga.....	Buea	IV	70 — Ngeme.....	Victoria	XVII
16 a — Bussumbu lower.....	Bonjongo	II	71 — Owe.....	Muyuka	—
16 b — Bussumbu Upper.....	Bonjongo	II	72 — Sasse.....	Buea	XI
17 — Bwando lower.....	Bonjongo	II	73 — Soppo Likoko.....	Buea	XVIII
18 — Bwando upper.....	Bonjongo	II	74 a — Soppo Mokongo.....	Buea	XVIII
19 — Bwassa.....	Buea	XI	74 b — Soppo Wonyakwongo.....	Buea	XVIII
20 — Bwenga.....	Bwinga	XVI	75 a — Soppo Wongaga.....	Buea	XVIII
21 — Bwiteva.....	Muea	IV	75 b — Soppo Woteke.....	Buea	XVIII
22 — Bwitingi.....	Muea	IV	75 c — Soppo Wovila.....	Buea	XVIII
23 — Bwiyuku.....	Buea	XII	76 — Tiko.....	Tiko	XIX
24 — Dibanda.....	Muea	V	77 — Woanda.....	Muea	XIV
25 — Ebonji.....	Tiko	VI	78 — Wojoke.....	Bonjongo	II
26 — Ekande.....	Muea	I	79 — Wokeli.....	Bonjongo	II
27 — Ekona Lelu.....	Muyuka	—	80 — Wokoka.....	Bonjongo	II
28 — Ekona Mbenge.....	Muyuka	VII	81 — Wokoko.....	Buea	XVIII
29 — Ekonjo.....	Bonjongo	II	82 — Wokpae Likomba.....	Bwinga	XVI
30 — Evili.....	Muea	XIV	83 — Wokpei.....	Muea	X
31 — Ewonda.....	Buea	IV	84 — Wokulu.....	Muea	X
32 — Ewongo.....	Bonjongo	II	85 — Wolikawo.....	Buea	XI
33 — Gbenga Mekuke.....	Bwinga	XVI	86 — Wolikova.....	Buea	XVIII
34 — Gbenga Wonjia.....	Bwinga	XVI	87 — Wolongo.....	Muyuka	—
35 — Ikata.....	Muyuka	—	88 — Wonjamba.....	Buea	XVIII
36 — Kie.....	Victoria	III	89 a — Wonakanda.....	Buea	X
37 — Kombo.....	Muea	XII	89 b — Wonakanda Mwangai.....	Buea	X
38 — Liewo Lilale.....	Muyuka	—	90 — Wongala.....	Bonjongo	II
39 — Likoki.....	Modeka	VIII	91 — Wonganjo.....	Buea	XII
40 — Likoko.....	Muyuka	—	92 — Wonganjo Mutengene.....	Bwinga	XVI

ANNEXE I (suite).

N° VILLAGE	CANTON	RÉSERVE	N° VILLAGE	CANTON	RÉSERVE
41 — Likomba.....	Bwinga	IX	93 — Wonjava.....	Bonjongo	II
42 — Likombe.....	Buea	XI	94 — Wonjoku.....	Buea	XVIII
43 — Lio-la-Buea.....	Muyuka	—	95 — Wonya Imali.....	Muea	XI
44 — Liongo.....	Muea	XIV	96 — Wonyamavio.....	Muea	XIV
45 — Livanda.....	Bonjongo	II	97 — Wonya Mokumba.....	Muea	XIV
46 a — Lysoka Bwilei.....	Muea	X	98 — Wonyanango.....	Buea	XI
46 b — Lysoka Molive.....	Muea	X	99 — Wosenje.....	Bonjongo	II
46 c — Lysoka Wokaka.....	Muea	X	100 — Woteva.....	Muea	X
46 d — Lysoka Woheka.....	Muea	X	101 — Wotolo.....	Buea	XVIII
46 e — Lysoka Wombaki.....	Muea	X	102 — Wotutu.....	Bonjongo	II
47 — Lysoka Moli.....	Muea	X	103 a — Wova I.....	Buea	IV
48 — Lysoka Wonjia.....	Muea	X	103 b — Wova II.....	Buea	IV
49 — Mapanja.....	Bonjongo	II	104 — Wulu.....	Buea	XVIII
50 — Masengi.....	Bonjongo	II	105 — Wulu Likomba.....	Bwinga	IX
51 — Masuma.....	Muyuka	—	106 — Victoria.....	Victoria	XX
52 a — Matangu.....	Muyuka	—			
52 b — Mautu.....	Muyuka	—			

ANNEXE 2

Les réserves bakweri
(localisation : fig. 2, p. 362)

RÉSERVES	HECTARES		Quartiers et villages concernés	POPULATION TOTALE CONCERNÉE				Imposables <i>Poll tax</i> 1975 (3)
	1928	1948		1928/29	1953	1968/69	1976 (2)	
I — Bolifamba.....	—	155	3	191	209	743	1 232	163
II — Bonjongo.....	1 507	2 158	23	2 784	3 088	4 677	3 742	698
III — Bota-Kie.....	69	70	2	156	449	772	(?)	141
IV — Buea.....	—	1 330	13	2 928	4 488	12 427	(?)	690
V — Dibanda.....	80	95	1	40	106	252	603	63
VI — Ebonji.....	196	135	1	226	126	56	(?)	25
VII — Ekona Mbenge.....	—	145	1	218	998	2 962	3 552	574
VIII — Likoki.....	—	18	1	—	—	—	—	25
IX — Likomba.....	136	140	2	243	1 796	1 702	2 229	287
X — Lysoka.....	—	1 125	16	1 594	1 714	3 096	1 544	408
XI — Membea.....	—	845	8	1 024	1 574	2 589	(?)	276
XII — Meveo.....	113	945	7	431	526	941	(?)	203
XIII — Mondoni.....	—	160	1	135	379	756	1 514	185
XIV — Muea.....	—	553	9	840	1 227	2 332	(?)	503
XV — Mundame.....	—	25	1	37	28	31	213	—
XVI — Mutengene.....	625	713	6	523	1 702	3 378	6 432	915
XVII — Ngeme.....	25	43	1	62	303	382	649	86
XVIII — Soppo.....	—	895	14	1 179	2 020	4 377	(?)	540
XIX — Tiko.....	184	230	1	622	5 337	8 500	10 349	2 273
XX — Victoria (1).....	625	790	1	3 131	8 025	17 496	27 400	2 063
TOTAL RÉSERVES.....	3 560	10 570	112	16 364	34 095	67 469		10 118
VILLAGES HORS RÉSERVES.....			14	639	888	5 391	6 502	1 192

(1) La ville de Victoria bien que non-bakweri d'origine a été incluse dans le tableau.

(2) Le recensement de 1976 a été réalisé sans tenir compte des unités villageoises réelles. Aussi, pour avoir la population par village et quartier, il aurait fallu reprendre l'ensemble des fiches ménages sans avoir l'assurance de réussir, les enquêteurs ayant eu des consignes fantaisistes pour les appellations géographiques !

(3) Il s'agit ici de la population masculine non salariée assujettie à l'impôt forfaitaire (poll tax).